

REVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

Contre les attaques, c'est tous unis qu'il faut lutter

Si le mois de mars a été celui des élections municipales, celui d'avril a montré quels étaient la préoccupation principale des prolétaires et leur véritable centre d'intérêt : la défense de leurs conditions de vie et de travail contre la violence des attaques capitalistes. Les journées d'action syndicales organisées en janvier puis, au lendemain des élections municipales, dès la fin mars n'ont pas suffi à enrayer la montée de la combativité. Comme la presse bourgeoise l'a souligné à plusieurs reprises, c'est le "réveil du social" qui est de plus en plus clairement au coeur de l'actualité. Finis les discours sur le "tout-va-bien" ouvrant un avenir radieux au capitalisme et aux ouvriers, enfoncés les bla-bla affirmant que les problèmes sociaux ne concernaient que quelques "exclus de la croissance" et balayés encore les mensonges sur la fin de la classe

ouvrière : le développement actuel de ses luttes, en dépit de leurs limites, vient porter un coup brutal à toute cette propagande mensongère.

Pas un secteur n'est épargné par cette riposte ouvrière, sur fond de revendications répondant à toutes les attaques du patronat, qu'il s'agisse de celles du patronat privé comme de l'Etat-patron. Et il y a de quoi !

Alors que la bourgeoisie française ne cesse de s'enorgueillir des bons résultats de son économie et d'une prétendue baisse du chômage, les licenciements tombent sans répit (voir article page 2). Quant au budget annoncé par Jospin dans toute la fonction publique, c'est-à-dire des augmentations de salaires de 0,5% - largement au-dessous de l'augmentation réelle du coût de la vie - et un niveau d'embauches dérisoire dans la perspective du passage aux 35 heures, il

prépare une aggravation de la charge de travail chez tous ces "nantis" de fonctionnaires.

Tout cela n'empêche pas les statistiques gouvernementales de se prévaloir d'un million de chômeurs en moins et de la création de 888 000 emplois entre 1998 et 2000. En réalité, le travail précaire n'a jamais autant augmenté, "malgré la croissance" comme le dit la presse aux ordres. Alors que les emplois dits stables ont augmenté de moins de 2%, les CDD ont connu une croissance de 65%, le travail par intérim de 130%, les stages et autres contrats-aidés (CES par exemple) de 65%. Et, parmi ce petit 2% d'emplois stables, 40% sont rémunérés à peine un tiers au-dessus du SMIC. Chez les jeunes, qui sont deux fois plus nombreux à être au chômage que le reste de la population, si l'embauche en contrat court concerne 30,7% d'entre eux en

1997, le pourcentage était en 2000 de 36,3% ; tandis que la majorité des 50-59 ans qui trouve du travail effectuent des CDD. Pour clôturer ces résultats pharamineux de la politique sociale et plurielle de gauche, et malgré les innombrables traficotages des chiffres auxquels elle s'exerce, le taux de pauvreté n'a pas bougé d'un pouce entre 1997 et 2000.

C'est à cet enfoncement dans la misère et l'exploitation aggravées que la classe ouvrière réagit aujourd'hui de façon ouverte, sur le terrain de la lutte. Et l'expression de cette volonté de ne plus se laisser attaquer sans réagir n'est pas limitée à quelques-uns, comme dans la période passée, mais c'est simultanément dans tous les secteurs qu'elle apparaît clairement, qu'il s'agisse du public comme du privé. Ces divers éléments marquent indéniablement un change-

ment de la situation dans laquelle se trouve l'ensemble de la classe ouvrière en France.

Et, bien que les syndicats fassent leur possible pour bloquer la poussée ouvrière dans certains secteurs en organisant des journées d'action comme ils l'ont fait dans l'armement dans l'Ouest de la France, à l'ANPE en avril, ou des grèves-bidon d'une heure ici et là, ce changement les contraint à adopter un profil plus combatif pour ne pas risquer d'être débordés. Ainsi, aux mouvements les plus médiatisés des conducteurs de train de la SNCF, des sages-femmes, de Danone-Lu et de Marks & Spencer, il faut ajouter les grèves à répétition, dans les transports publics de province (avec la grève de trois semaines des tramotins à Rennes), celles à La Poste (comme celle du 19e arrondissement parisien), à Moulinex, à l'URSSAF de Toulon, dans les musées nationaux, chez les internes de Franche-Comté, chez Rivoire et Carret, dans les cliniques privées du Sud-Est après celle nationale du mois de mars, ou encore chez Fauchon, etc. Toutes ces luttes ont été et restent marquées d'emblée par une détermination à entrer en grève, non pas pour quelques heures ou une journée, pour "marquer le coup", mais de façon illimitée, avec pour objectif de reconduire la grève en fonction de l'évolution des négociations.

Comment lutter ?

La simultanéité des attaques qui tombent et celle des luttes ouvrières, qu'il s'agisse des salaires, des licenciements ou des conditions de travail, est en train de créer une situation nouvelle. Dans cette situation, les ouvriers doivent se dire qu'ils ne sont plus seuls à se battre. Et c'est là que la faiblesse principale qui sévit dans les rangs ouvriers, celle du corporatisme, est exploitée avec force

(SUITE PAGE 5)

DANONE, MARKS & SPENCER,...

La gauche "soutient" les ouvriers licenciés comme la corde soutient le pendu

Avec une précipitation des plus suspectes, toutes les composantes de la gauche plurielle se sont empressées de lancer des protestations "de principe" dès l'annonce, coup sur coup, des licenciements et fermetures de sites chez Marks & Spencer et chez Danone. Dame ! Le gouvernement voulait surtout ne pas avoir l'air d'être complice des licenciements et tâchait de sauvegarder son image de soi-disant défenseur de la justice sociale contre les "abus" du patronat, du "libéralisme" et autres "multinationales". On se rappelle qu'il y a deux ans, au moment des licenciements chez Michelin, la prétention de la gauche à faire croire que son gouvernement serait au service de la défense des conditions d'existence des prolétaires contre les attaques capitalistes, avait eu un peu de mal à être crédible, après que Jospin ait lancé que "il ne faut pas tout attendre de l'Etat". Il avait alors fallu tous les efforts de la "gauche de la gauche" pour redonner un peu de crédibilité au mythe d'un Etat "au dessus des classes", dont le rôle serait de rendre justice aux salariés contre leurs patrons "abusifs". En octobre 1999, le PC et les gauchistes de la LCR et de LO se fendaient d'une belle manifestation sur le thème de "l'interdiction des licenciements aux entreprises qui font des bénéfices", manifestation qui n'était qu'un plébiscite à la gauche plurielle au gouvernement, et le tout avait débouché sur l'annonce par la ministre Aubry d'un "plan de modernisation sociale", grâce

auquel les patrons licenciés allaient voir ce qu'ils allaient voir. On a vu en effet ... les licenciements continuer à tomber un peu partout.

Le PC et le PS essaient de redorer leur blason...

Avec l'accélération que connaît aujourd'hui cette offensive anti-ouvrière (c'est presque chaque semaine depuis un mois qu'une nouvelle série de "plans sociaux" est annoncée), et ce au lendemain d'élections municipales qui ont révélé la profonde (et saine) désillusion vis-à-vis de la gauche dans les rangs ouvriers, le PS et le PC, chacun à leur manière, ont décidé de prendre les devants. "Oui, l'Etat peut et va faire quelque chose", a vite clamé le PS, histoire de faire oublier sa responsabilité dans les suppressions de postes et autres attaques dans le secteur public, où le ministre Sapin vient de refuser les augmentations de salaires aux fonctionnaires. Quant au PC, pendant que le "camarade ministre" Gayssot dénonce et condamne la grève à la SNCF, il prétend aujourd'hui "retrouver des accents de la lutte de classe" (comme l'a écrit le journal *Le Monde*) en prenant la tête d'une "offensive citoyenne" contre Danone.

Non seulement ces gens-là ne font rien d'autre qu'essayer de sauver leur image auprès des prolétaires, mais leur investissement sur le terrain de la protestation contre les plans de licenciements est un véritable poison. En effet,

le "soutien" qu'ils apportent aux ouvriers licenciés sert surtout à entraîner ceux-ci en dehors de leur terrain de classe, sur un terrain où ils sont certains de se retrouver isolés et défaits.

... pour mieux dévoyer la lutte de son terrain de classe

Pour commencer, ce n'était pas tant contre les licenciements qu'il fallait, paraît-il, se battre, mais contre la "manière brutale" avec lesquels ils ont été annoncés et le fait, en particulier chez Marks & Spencer, qu'ils ne l'avaient pas été selon la "procédure légale" en vigueur en France. En gros, c'est le licenciement "étranger" qui était condamnable pour n'avoir pas licencié... à la française. Heureusement, grâce à l'intervention du gouvernement qui a finalement condamné l'entreprise pour "délit d'entrave", les salariés de Marks & Spencer sont désormais soumis non plus à une "décision définitive" mais à un "projet" de plan social. Dans la mesure où M. & S. a immédiatement fait savoir qu'il n'avait pas l'intention de revenir sur ses intentions de fermer ses magasins en Europe, on ne voit pas très bien ce que cela va changer pour eux.

Comme la colère explosait chez Danone et que de nouveaux licenciements tombaient à leur tour chez Valeo, AOM et autres Moulinex, il en fallait plus pour espérer éteindre le feu social. Alors les pompiers sociaux de la gauche et des syndicats ont trouvé autre chose :

ok, Danone a respecté la loi, mais ce qui est, dans son cas, "insupportable" c'est qu'une entreprise licencie alors qu'elle est bénéficiaire et qu'elle affiche des profits. On nous refait donc le coup de Michelin. Le PCF et les troskystes ont donc vite sauté à nouveau sur la formule magique réclamant "l'interdiction des licenciements dans les boîtes qui font des bénéfices", pendant que Jospin et Guigou, plus modérés (il faut bien se partager le travail), enfourchaient le cheval de bataille de "rendre les suppressions d'emplois plus coûteuses dans de tels cas"(1). Une nouvelle loi a donc

(SUITE PAGE 4)

Dans ce numéro

Luttes en France

SNCF : comment les syndicats se sont partagés le travail p. 5
Le piège du corporatisme p. 5

Inondations dans la vallée de la Somme

La vraie catastrophe sociale, c'est le capitalisme p. 8

Crise économique et licenciements dans le monde

une même classe, un même combat p. 2

Situation internationale

Moyen-Orient : aujourd'hui comme hier, les prolétaires n'ont pas à choisir un camp nationaliste contre un autre p. 3
Immigration clandestine : les crimes par procuration de l'Union européenne p. 3

Réponse au "Prolétaire" (PCI)

A propos des luttes à Cellatex et Adelschöffen p. 6

FACE AUX LICENCIEMENTS ET AUX ATTAQUES

Une même classe, un même combat

Jospin a beau fanfaronner encore à la télévision en se targuant dans son "bilan" de la baisse du chômage, de l'augmentation des créations d'emplois et du taux de croissance soutenu du pays, les faits sont têtus. Ce discours mensonger fait de moins en moins illusion, de même que les récentes mesures du gouvernement "pour un meilleur encadrement juridique des plans sociaux" qui ne peuvent être que de l'esbroufe, face à la vague déferlante de ces soi-disant "plans sociaux" en France comme dans le monde entier. Les médias ont d'ailleurs commencé à changer de ton, même en France. Le "tout va bien" de rigueur en début d'année a cédé la place à un "rien ne va plus" et aux déclarations inquiètes des économistes. Il n'est plus possible de masquer les plans de licenciements massifs qui pleuvent quotidiennement partout et dans tous les secteurs de l'économie ni les attaques désormais frontales contre la classe ouvrière. Une avalanche de "mauvaises nouvelles" et de mesures antiouvrières révèlent le marasme économique mondial. Qu'on en juge ! Ce sont les trois pays phares de l'économie capitaliste qui sont en proie à des

La France se retrouve bel et bien dans la tourmente mondiale qui s'accélère et affecte tous les secteurs industriels. Les licenciements se multiplient. Certains "plans sociaux" ont été fortement médiatisés : Danone qui a annoncé la suppression de 1 816 emplois en Europe d'ici 2004 (Belgique, Italie, Pays-Bas, Hongrie) dont 570 en France avec la fermeture de deux usines de sa branche biscuiterie à Calais et Ris-Orangis et comme Marks & Spencer qui a brutalement décidé de supprimer 4 390 emplois en Europe d'ici la fin de l'année correspondant à la fermeture de 38 magasins dont 18 en France (soit la perte d'emploi pour 1 700 salariés). Derrière eux, une liste impressionnante (et non exhaustive) d'autres licenciements ou suppressions d'emplois tombés en à peine plus d'un mois mérite d'être dressée car, par son ampleur, elle est pleinement révélatrice de la faillite du système capitaliste.

En France...

Le groupe suisse SAirgroup qui contrôle le second pôle de lignes aériennes françaises regroupant AOM, Air Liberté et Air Littoral prépare à terme un plan de 7 400 suppressions d'emplois, dont 2 700 dans une première phase.

Dans l'électroménager, après un plan qui en 1996, s'était soldé par 1 750 licenciements secs en France (et 2 600 en Europe), le groupe Moulinex-Brandt qui emploie 22 000 salariés répartis sur 33 usines en Europe a annoncé une nouvelle saignée de 4 000 salariés (parmi lesquels entre 1 500 et 2 900 en France, avec la fermeture de 3 usines dans le Nord, le Calvados et l'Orne).

La firme Philips vient d'annoncer la suppression de près de 7 000 emplois dans le monde pour le secteur de l'électronique grand public avec notamment la fermeture de l'usine du Mans (téléphonie mobile) qui regroupe plus de 2 600 salariés, après 6 semaines de mise au chômage technique au cours du premier trimestre 2001.

L'équipementier automobile américain Delphi a annoncé la suppression de 11 500 emplois dont la fermeture d'une usine d'une de ses filiales, Carbon installée à Andé dans l'Eure qui employait 275 personnes. Son concurrent français Valeo a aussi décidé de supprimer 3 000 emplois en Europe dont la fermeture des usines de Cahors et de Vire en France.

Le groupe textile américain Sarah Lee : 6 900 suppressions d'emplois dans le monde. Cette décision va entraîner 300 suppressions de postes en France dans deux usines Dim en Saône-et-Loire (Bourbon-Lancy) et dans le Pas-de-Calais (Ruitz). Mais l'usine de Château-Chinon (Nièvre) (150 salariés) serait également menacée de fermeture.

Dans l'informatique, Bull a confirmé le chiffre de 1 800 suppressions d'emplois.

Dans la téléphonie, Sagem en a annoncé 1 100 à Fougères et à Sablé (Sartre), puis chez Alcatel, 1 660 emplois restent menacés dans les usines de Laval et d'Ilk Kirch en Alsace, même en cas de rachat éventuel (sans compter l'élimination d'un millier d'interimaires en janvier dernier).

Dans le secteur de l'armement, Giat Industrie en est à son 3e "plan social" depuis 1998 qui doit encore diminuer ses effectifs de 1200 personnes, tandis qu'un site de la Cogema près de Grenoble va être fermé et ses 200 salariés licenciés.

EADS : 3 000 suppressions d'emplois en France et en Allemagne. La moitié touchent l'activité défense, alors que 600 emplois sont supprimés dans les 3 sièges sociaux (Paris, Munich, Madrid) de l'entreprise.

Dans la sidérurgie, Usinor qui doit fusionner avec Arbed et Aceralia pour former le plus important groupe sidérurgique mondial, fermera des usines. On parle déjà de 6 000 suppressions d'emplois en France et en Belgique.

Mais les entreprises de taille plus modeste ne sont pas épargnées.

BSN Glasspack (emballages en verre), partiellement détenu par Danone supprime 865 emplois comprenant une fermeture d'usine à Givors regroupant 317 salariés. Et le concurrent direct de Danone, Nestlé se prépare aussi à licencier.

Les chaussures André ont annoncé environ 450 suppressions d'emplois en fermant 110 magasins sur 230.

Chez Magnetti-Marelli (filiale de Fiat), 700 emplois sont menacés par la fermeture d'une usine à Amiens. Bosch (systèmes de freinage pour l'industrie automobile) a annoncé à la mi-février une restructuration en Europe qui va entraîner la suppression de 300 à 400 emplois à Beauvais. De son côté, Case (machinisme agricole) a annoncé la suppression de 270 emplois à Crépy-en-Valois, également dans l'Oise.

D'autres suppressions sont également annoncées, dans le textile : 200 par le groupe textile Chargeurs (essentiellement dans le Tarn), 100 (et délocalisation de 550 personnes) par le groupe Rouleau-Guichard (région toulousaine), 611 à Bressuire par le groupe belge Ziegler, 250 par le groupe Péchiney avec la fermeture de l'unique site de production de magnésium à Marignac (qui faisait vivre 600 salariés de la région avec la sous-traitance), 225 par Framatome (à Courbevoie-La Défense), 100 par la Société Nationale de Poudres et d'Explosifs (SNPE) qui ferme son usine à Angoulême, 165 par Job (papier à cigarettes). Les NMPP ont annoncé une nouvelle fournée de 797 suppressions d'emplois visant le personnel le plus âgé. L'agence de presse AFP a décidé de "négocier" 80 départs volontaires en 2001. Avec l'introduction de

difficultés majeures du même ordre. Tout le monde parle maintenant "de l'atterrissage de l'économie américaine". C'est le freinage spectaculaire de l'activité aux Etats-Unis, conditionnant la santé de l'économie mondiale, qui a contraint la Réserve Fédérale à abaisser pour la 4ème fois en un an ses taux d'intérêt pour tenter de relancer la machine. Il est accompagné par un déficit budgétaire vertigineux (450 milliards de dollars) et un endettement massif vis-à-vis de l'étranger. Au Japon, les faillites sont à un niveau record et le système bancaire et financier perclus de mauvaises créances est au bord de la faillite. En Allemagne, locomotive de l'Europe, le ralentissement de l'activité économique et la hausse du chômage inquiètent. Quant aux pays plus faibles, les prêts conditionnels du FMI et de la Banque mondiale contraignent les gouvernements à des plans d'austérité drastiques pire que dans les années 1970 qui s'abattent comme une hache sur un prolétariat déjà au bord de la misère comme en Argentine ou en Turquie.

l'euro, rien qu'en France, 3 000 emplois dans les bureaux de change vont être supprimés.

D'autres entreprises menacent aussi de supprimer des emplois comme Ecce (400 dans le Nord), Caddy (157 également dans le Nord), le groupe Polygone (250 emplois à Cholet), Billon-Mayor (200 en Ardèche), Innoceta (150 dans l'Isère).

...comme dans les autres pays d'Europe

Par exemple, le fabricant de jouet danois Lego va fermer deux usines en Suisse d'ici mi-2002, entraînant la suppression de 390 emplois. Le constructeur de poids lourds Scania a annoncé la suppression de 1 200 emplois en Suède.

Dans le secteur dit "de pointe" de la téléphonie mobile, Ericsson qui avait déjà décidé des licenciements en début d'année, vient d'annoncer 12 000 licenciements supplémentaires (dont une bonne partie en Suède), soit un total de 19 000 suppressions d'emplois sur un effectif de 107 000. Quant à son grand concurrent Nokia, dont le siège est en Finlande, il se contente d'éliminer 400 personnes ... après en avoir balayé 800 autres en janvier dernier.

La première banque italienne, la Banca Intesa Comit, prévoit d'éliminer 11 000 salariés d'ici 2003 (15 % de ses effectifs). L'entreprise britannique Cable and Wireless (câbles et équipements en télécommunication), annonçait le 13 mars, la suppression de 4 000 emplois sur un effectif de 34 000 salariés. Série en cours, la BBC licencie 1 100 personnes en 6 ans...

En Allemagne, produit direct du ralentissement de l'activité économique, le nombre de chômeurs officiels ne cesse de progresser, frôlant désormais les 4 millions (+ 12 000 en mars). Plusieurs milliers d'emplois vont être supprimés d'ici la fin de l'année dans l'industrie de l'armement, selon le syndicat IG Metall, tandis que 5 000 postes de travail doivent être éliminés par la Deutsche Bahn dans le réseau ferré. De Siemens qui réduit de 6 100 salariés dans les domaines de la téléphonie fixe comme mobile (sur ses 83 000 emplois pour ces secteurs dans le monde) à Bosch, les plans de licenciements des grosses sociétés se mêlent à la fermeture d'une multitude de petites entreprises.

Aux Etats-Unis...

Aux Etats-Unis, les plans de licenciements, sont encore plus gigantesques.

Dans l'automobile, Daimler Chrysler a programmé 19 300 suppressions d'emploi en 2001, 35 000 d'ici trois ans (plus d'un tiers des effectifs).

Le sous-traitant en électronique Flextronics a annoncé la suppression de 7 000 postes (10 % de ses effectifs) et la

fermeture de 15 % des ses capacités de production.

Intel (n° 1 des semi-conducteurs qui fournit près de 90% des microprocesseurs des PC) a annoncé le 8 mars plus de 5 000 suppressions d'emplois. L'équipementier en réseaux de télécommunications Cisco Systems a annoncé la suppression de 8 500 emplois, soit le quart de ses effectifs. Lucent a ajouté 2 200 emplois temporaires aux 10 000 suppressions annoncées depuis le début de l'année. JDS-Uniphone (communications par fibre optique) a également "sacrifié" 3 000 emplois.

Dans la téléphonie mobile comme dans l'activité des semi-conducteurs, Motorola a annoncé 22 000 licenciements par vagues successives depuis décembre 2000 sur les 145 000 salariés de la firme. Texas Instruments doit annoncer officiellement un plan de licenciements portant sur 2 000 postes de travail, soit 4,7 % des effectifs. L'américain 3COM supprime aussi 1 200 emplois (13% des effectifs). 3M en élimine 5 000 (7 % des effectifs). Kodak compte supprimer entre 3 000 et 3 500 emplois en 2001.

Le géant des produits grand public qui avait déjà licencié 15 000 personnes en 1999 a annoncé fin mars la diminution de 10 à 20 % de ses effectifs qui s'élèvent à 110 000 salariés dans le monde.

Disney a annoncé fin mars la suppression de 4 000 emplois (sur 75 000) dans ses parcs d'attraction.

Dans l'installation en réseau téléphonique, Nortel a supprimé 10 000 emplois depuis le début de l'année et 5 000 supplémentaires ont été annoncés le 29 mars.

Le 3e constructeur mondial d'ordinateurs personnels Hewlett-Packard supprime à nouveau 4 700 emplois sur les 85 000 qui lui restent. Le conglomerat Honeywell a également décidé d'éliminer 6 500 emplois (5% des effectifs). Compaq a porté à 7 000 le chiffre de sa coupe claire, soit 10 % de ses effectifs, dont 4 500 sont des licenciements secs.

Dans la presse, le New York Times a prévu des centaines de suppressions d'emplois.

La plus grande société de services Internet mondiale qui emploie 9 700 personnes se retrouve en faillite, quelques jours après avoir déjà licencié 1700 salariés, tandis que Yahoo ! supprimait par exemple 12% de ses effectifs (420 personnes). Amère ironie du sort, le n°1 mondial du conseil et de l'audit lui-même PriceWaterhouseCoopers licencie un millier de ses employés (sur 12 000).

...comme dans le reste du monde

Au Japon, le nombre d'entreprises en faillite atteint un record (et les experts prévoient 20 000 faillites supplémen-

taires en 2001 avec un passif accumulé de plus de 20 milliards de yens) et le taux de chômage explose. Depuis le début de l'année 2001, 3,7 millions de personnes ont perdu leur emploi. Le chômage touche désormais près de 5% de la population active, soit le taux le plus élevé depuis 55 ans dans le pays naguère donné en modèle de "l'emploi à vie". Après s'être allié avec Nissan depuis 1999, le constructeur français Renault adopte la même politique qu'à Vilvoorde en Belgique en 1997, il ferme 3 usines au Japon et licencie les ouvriers. Mitsubishi contrôlé par le groupe Daimler Chrysler supprime aussi 9 700 emplois sur un effectif de 65 000 personnes (Mitsubishi prévoit par ailleurs de débaucher 2 000 personnes dans son usine française d'Etelles dans l'Ille-et-Vilaine). Et la misère s'installe dans les banlieues des grandes villes .

En Turquie, le plan de réformes pour tenter d'obtenir un nouveau crédit du FMI passe par une réduction de 9% des dépenses publiques, une réorganisation du système bancaire et une accélération du programme de privatisations alors que la livre turque s'est dépréciée de près de 50% par rapport au dollar tandis que les dettes des dettes publiques représentent 20 % du revenu national et que le taux d'inflation pourrait dépasser 52 % en 2001. L'industrie tourne au ralenti, les faillites et les suicides d'hommes d'affaires se multiplient, notamment dans les PME. Le prix des loyers a été multiplié par deux du jour au lendemain et, depuis le 22 février, le pays compte des dizaines de milliers de chômeurs supplémentaires alors qu'il n'existe aucun système d'assurance-chômage.

En Argentine, naguère le plus développé des pays d'Amérique du Sud, alors que le taux de chômage dépasse les 20 %, les nouvelles coupes budgétaires annoncées par le gouvernement, notamment dans l'Education nationale pour bénéficier d'un nouveau prêt du FMI ont soulevé la colère. Tandis que le peso argentin dégringole, entraînant dans sa chute le cours du réal brésilien, tombé au cours le plus bas de son histoire. Alors que *"la misère se fait chaque jour plus visible. A Buenos Aires, des gamins pieds nus, des femmes, leurs nourrissons et des retraités quémendant une pièce. Et à la tombée du soir arrivent en plein centre-ville, tirées par des ânes, les charrettes des récupérateurs de carton, métal, verre, pour la plupart des jeunes de moins de 15 ans"* (Libération du 21/3/2001). Plus de 30 % des habitants de la capitale vivent en dessous du seuil officiel de pauvreté.

Cette longue liste est un démenti cinglant à tous les mensonges déversés depuis des années sur les lendemains qui chantent promis par la prétendue "croissance retrouvée". Et elle ne peut que s'allonger encore parce que le capitalisme n'a pas fini de s'enfoncer dans la crise.

Elle montre que c'est la même classe ouvrière qui, en France comme en Argentine, aux Etats-Unis comme au Japon, est la première victime de cette faillite du système capitaliste. Une classe qui, contrairement à la bourgeoisie, n'a pas d'intérêts nationaux à défendre. Une classe qui n'a à perdre que ses chaînes et qui est la seule capable, en développant et en unifiant ses combats, de renverser le capitalisme et de construire une société fondée enfin sur les besoins de l'humanité.

CB

GUERRE AU MOYEN-ORIENT

Aujourd'hui comme hier, les prolétaires n'ont pas à choisir un camp nationaliste contre un autre

Nous reproduisons ci-dessous un court extrait consacré aux affrontements meurtriers entre fractions nationalistes juives et palestiniennes au Moyen-Orient, publié dans la revue *Bilan* n° 30, bulletin de la Fraction italienne de la Gauche Communiste datant d'avril-mai 1936 dont nous revendiquons l'héritage politique et les méthodes d'analyse (1). Cet extrait montre que la situation se posait fondamentalement dans les mêmes termes il y a 65 ans qu'aujourd'hui pour les prolétaires qu'ils soient d'origine juive ou palestinienne, confrontés à l'impasse guerrière dans laquelle les poussent toujours leurs bourgeoisies nationales respectives. Elle illustre également la parfaite continuité de la défense de l'internationalisme prolétarien par les organisations révolutionnaires, souvent à contre-courant, quelles que soient les circonstances. C'est ce principe, cette boussole essentielle du marxisme qui a permis au CCI de prendre une position dénuée de la moindre ambiguïté face à tous les mouvements dits de "libération nationale" (voir notre brochure *Nation ou Classe*), face à la guerre du Golfe en 1991, face aux guerres dans l'ex-Yougoslavie (voir notre *Appel aux groupes de la Gauche Communiste* publié dans *RI* n° 291 en juin 1999 pour une déclaration commune contre la guerre au Kosovo) comme face à la recrudescence des conflits interimpérialistes au Moyen-Orient (voir notre article "Ni Israël, ni Palestine, les prolétaires n'ont pas de patrie" dans *RI* n° 207).

(...) En Palestine, travailleurs juifs, ouvriers et paysans arabes s'entretiennent sous les drapeaux de deux nationalismes exacerbés. A Jérusalem, à Tel Aviv, à Jaffa, le sang a coulé à la suite de circonstances encore confuses, mais où se lit, en lettres de feu, la haine de l'ouvrier arabe, du misérable fellah, contre une exploitation de classe que leurs exploiters essaient de déplacer en une lutte fratricide avec les ouvriers juifs qui, eux aussi, sont égarés par le nationalisme de leur propre bourgeoisie cherchant refuge à l'ombre des baïonnettes anglaises.

L'impérialisme anglais triomphe en Palestine, car il sait que les classes dominantes arabes et la bourgeoisie juive du pays ont besoin de sa protection pour que les opprimés arabes et juifs épousent leurs intérêts respectifs et ne s'unissent point contre leur domination de classe en même temps que contre les bourreaux britanniques.

Sous la direction des chefs nationalistes arabes, des masses opprimées se jetteront sur les ouvriers juifs avant de tomber sous les balles des "tommies" anglais. Leur drapeau ne sera pas un drapeau de classe mais la lutte contre l'immigration juive. Les prolétaires juifs ne rejeteront pas le drapeau du sionisme pour se regrouper sous le drapeau de la fraternisation de tous les opprimés contre toutes les classes dominantes. Et nombre d'entre eux tomberont sous le drapeau du nationalisme juif.

Notre solidarité entière ne va pas à un nationalisme dressé contre un autre, car tous sont des jouets, des pions de l'impérialisme britannique. Non ! Notre solidarité va aux exploités arabes et juifs qui, pour en finir avec les cruelles et sanglantes dérisions actuelles, doivent pouvoir s'unir pour la défense de leurs intérêts de classe, tant contre leurs exploiters que contre l'impérialisme anglais fomenteur de ces haines nationalistes, où il puise une bonne partie de sa force."

Extrait de *BILAN* (n°30, avril-mai 1936)

Il est frappant de constater à quel point la prise de position et le texte de *Bilan* sont toujours d'actualité. La seule différence importante dans la situation, à plus d'un demi-siècle de distance, c'est que, au niveau de la bourgeoisie, la Grande-Bretagne n'est plus la principale puissance impérialiste impliquée de manière déterminante dans le conflit.

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, l'enjeu impérialiste que constituait déjà le Moyen-Orient du fait de sa situation stratégique au confluent de deux mers et à la charnière de trois continents, s'est encore renforcé dans le cadre du repartage du monde entre deux blocs impérialistes concurrents. Le leader américain du bloc occidental a poussé à la proclamation de l'Etat d'Israël en 1948, sur un territoire occupé jusque là par les populations arabo-palestiniennes, pour affirmer son emprise sur la Méditerranée et contenir les tentatives d'infiltration de la région par le bloc impérialiste russe adverse. Les prétentions impérialistes britanniques et françaises sur la région encore affirmées lors de l'occupation du canal de Suez en 1956 ont dû céder le pas face aux nécessités de la Guerre froide. Les succès américains pour empêcher la percée du bloc russe dans cette partie du monde ont cependant contribué à souligner les impasses et les contradictions insurmontables de la politique impérialiste guerrière de tous les Etats. Malgré, d'une part, le soutien à bout de bras (politique, militaire, financier) d'un Etat hébreu envisagé comme un instrument docile de sa politique et, d'autre part, la domestication progressive de la plupart des puissances arabes hostiles à Israël, de l'Egypte avec les négociations de Camp David I en 1978 jusqu'à l'OLP, les tentatives américaines pour contrôler la région ont marqué leurs limites.

Avec l'effondrement du bloc de l'Est, la perspective d'un troisième conflit mondial contenue dans la confrontation impérialiste permanente entre les deux blocs a cédé la place à une nouvelle dynamique impérialiste dominée par le "chacun pour soi", par la guerre de tous contre tous, dans laquelle les différentes bourgeoisies nationales ne font qu'enfoncer l'humanité dans un chaos sanglant, l'entraînant toujours plus loin dans la barbarie guerrière. En dépit de leurs efforts, les Etats-Unis n'ont pu empêcher la rapide et irréversible dissolution de l'ancienne discipline de bloc avec le réveil de vieilles ambitions concurrentes de la part des autres puissances impérialistes, petites ou grandes, appuyant telle ou telle fraction locale, telle ou telle clique nationaliste. C'est cela qui est aujourd'hui la toile de fond du regain actuel des tensions guerrières au Moyen-Orient.

Dans ce contexte, deux faits significatifs ont cependant marqué l'aggravation récente des tensions guerrières.

Les raids aériens au Sud-Liban le 16 avril, en bombardant des positions syriennes moins d'un an après l'évacuation de cette zone par l'armée israélienne, présentés comme un avertissement direct à la Syrie accusée de couvrir les activités du Hezbollah dans la région, constituent l'offensive israélienne la plus sérieuse contre la Syrie depuis l'opération "Paix en Galilée" en 1982. Ce pilonnage a de nouveau accru les risques de dégénérer en conflit régional.

Deux jours plus tard, l'incursion de l'armée israélienne dans la bande de Gaza, territoire sous le contrôle de l'Autorité palestinienne et les bombardements sur le QG d'Arafat ont marqué une nouvelle escalade, tandis que de part et d'autre, les attentats, les mitraillages et les massacres continuaient de plus belle. Face à cette seconde opération, les Etats-Unis ont réagi et marqué pour la première fois leurs distances avec Israël en désapprouvant ouvertement l'initiative du tandem Sharon-Péres et leur réaction "excessive et disproportionnée aux provocations palesti-

niennes" et en sommant Tsahal de se retirer "immédiatement et totalement" de la bande de Gaza. Israël a d'ailleurs entendu le message en évacuant ses troupes au bout de 24 heures. La Maison-Blanche, même avec son changement de personnel (le républicain Bush Junior succédant au démocrate Clinton) n'a aucune raison de changer son fusil d'épaule et de modifier sa politique au Moyen-Orient car son intérêt est toujours le même : entretenir une "paix armée" qui lui confère son statut de solide gendarme de la région. Par contre, le dérapage de la situation dans une guerre ouverte accentue le chaos et transforme la région en poudrière de plus en plus incontrôlable, ce qui fait le jeu de ses rivaux impérialistes, particulièrement celles des puissances européennes comme la France, qui se présentent volontiers comme les champions de la "cause palestinienne" ou les "amis des pays arabes".

Aujourd'hui comme hier, la solidarité des révolutionnaires ne peut nullement

aller à "un nationalisme dressé contre un autre". Plus que jamais, le devoir élémentaire des révolutionnaires est de montrer aux prolétaires du monde entier qu'ils ne peuvent pas marcher derrière leur bourgeoisie nationale, quelle qu'elle soit. La seule façon pour les ouvriers d'affirmer leur solidarité avec leurs frères de classe arabes et juifs passe avant tout par le développement de leur combat contre le système capitaliste responsable de toutes les guerres, un combat contre leur propre bourgeoisie.

La paix, la classe ouvrière devra la conquérir en renversant le capitalisme à l'échelle mondiale ce qui passe aujourd'hui même par un développement de ses luttes sur son terrain de classe, contre les attaques économiques de plus en plus dures que lui assène un système plongé dans une crise insurmontable.

CB

(1) Lire notre brochure *Contribution à une Histoire du Mouvement révolutionnaire : la Gauche Communiste d'Italie*.

IMMIGRATION CLANDESTINE

Les crimes par procuration des Etats "civilisés" européens

Voici ce qu'on peut lire dans l'hebdomadaire *Courrier International* du 22 mars :

"Des dizaines d'immigrés originaires d'Afrique noire sont en train de mourir dans un camp, au milieu du Sahara algérien. Ce centre de détention, dont l'existence a été confirmée par l'ambassadeur du Nigeria en Algérie, se trouve près de la ville de Regane dans le sud de l'Algérie. Le gouvernement algérien l'a créé à la hâte en novembre 2000 pour interner 600 Africains qu'il ne pouvait renvoyer dans leur pays d'origine. Dans cet enfer croupissent des Nigériens, des Sénégalais, des Gambiens, des Ivoiriens et des Sierra-Léonais. Tenus d'une main de fer par la police algérienne, ils survivent dans des conditions inhumaines. Selon le témoignage d'un immigré nigérien, l'un des rares rescapés à s'être évadés de ce centre, les privations imposées à Regane en font un véritable camp de concentration. 'Il traitent les gens pis que des chiens. Ils donnent à manger tous les deux ou trois jours. Il n'y a presque pas d'eau et la situation sanitaire est catastrophique.'

Mais il y a pire. Deux ou trois fois par semaine, les autorités 'nettoient' le camp : de nuit, un groupe de militaires embarque une dizaine d'immigrés à bord de Jeep et prend la direction de la frontière malienne. Une fois parvenus suffisamment loin de toute zone habitée, ils les font descendre et les abandonnent au milieu du désert. Les militaires se contentent de leur indiquer la direction à suivre pour atteindre la frontière malienne et, sous la menace de leurs armes, les obligent à se mettre en marche. Malheureusement, les immigrés se trouvent à plus de 400 kilomètres de cette frontière. 'Lorsqu'ils nous abandonnent, nous passons plusieurs jours sans manger, et en buvant très peu. Sans nourriture ni eau, la plupart meurent avant d'arriver au Mali', explique ce rescapé. Selon son témoignage, il ne resterait à Regane que 200 des 600

occupants présents à l'origine. Les autres ont été victimes de ces 'nettoyages'. Nul ne sait combien d'entre eux sont morts dans le désert, ni combien ont réussi à atteindre la frontière avec le Mali.

Le camp de Regane est situé dans une zone étroitement contrôlée par les militaires. Une zone à laquelle journalistes et observateurs n'ont pas accès. (...) Mais le camp de Regane n'existe pas - du moins officiellement. L'Algérie n'a jamais reconnu son existence. (...) L'ambassadeur du Nigeria a toutefois confirmé la réalité de cet établissement. 'Bien sûr que Regane existe. L'un de nos diplomates y est allé.' Ce camp est la conséquence la plus dramatique des pressions exercées par l'UE sur la Maroc, l'Algérie et la Tunisie, trois pays sommés de freiner coûte que coûte l'immigration des pays d'Afrique noire, qui utilisent le Maghreb comme tremplin vers l'Europe.

L'UE a exigé du régime algérien qu'il détruise un campement clandestin (qui a accueilli jusqu'à 2000 personnes) installé par les immigrés eux-mêmes à Magnia, une ville située à la frontière marocaine. Les immigrés se servaient de cette agglomération de tentes en plastique et de baraques comme base pour entrer illégalement au Maroc, d'où ils rejoignaient ensuite l'Espagne à bord de canots pneumatiques. (...) Le gouvernement algérien s'est enfin décidé à agir. Le 24 septembre, ses agents sont entrés dans le campement, l'ont détruit et en ont arrêté les occupants. Ces derniers ont été relogés dans un vieux marché rural, où ils ont été interrogés. La police a qualifié cette opération de 'chirurgicale'. Ces centaines de personnes devaient ensuite être expulsés vers le Mali et le Niger, les pays par lesquels la majorité d'entre eux étaient entrés en Algérie. Mais les autorités maliennes et nigériennes ont refusé cet afflux massif d'immigrants. S'étant retrouvé avec 600 individus dont il ne savait que faire, le régime algérien

décida de créer le camp de Regane." (Extrait tiré d'un article du journal espagnol *El Periodico De Catalunya*, republié par *CI* n°542)

Voilà donc comment l'Union Européenne répond à l'afflux d'immigrants fuyant l'effondrement généralisé, qu'il soit économique ou social, de l'Afrique et la misère sans nom et les horreurs en tous genres qui frappent des centaines de millions d'être humains : en la repoussant le plus loin possible de ses frontières et en faisant faire le sale boulot par les pays du Maghreb, car les mêmes camps existent aussi au Sahara marocain, comme à Tamanrasset, tandis que la soldatesque tunisienne les abandonnent dans le désert lybien. C'est cela le vrai visage de cette bourgeoisie "civilisée" qui s'offusquait, il y a quelque mois encore devant le drame de Douvres où plusieurs dizaines de Chinois étaient morts asphyxiés dans un camion ; cette même bourgeoisie européenne qui se répandait en larmes devant le sort de Kurdes échoués sur ses côtes il y a quelques semaines et qui n'a de cesse, dès que l'opportunité se présente, de clamer hypocritement sa compassion pour les souffrances des peuples de par le monde. Ce visage, c'est celui d'une classe hideuse pour laquelle le respect de l'humain n'a pas de place.

DANONE, MARKS & SPENCER

Le "soutien" empoisonné de la gauche et des syndicats

(SUITE DE LA PREMIÈRE PAGE)

été annoncée qui devrait augmenter les indemnités de licenciements secs et imposer des "reclassements" et autres "obligations de formation" pour les salariés jetés à la rue. Sauf que ce genre "d'amortisseurs" étaient déjà contenus dans le "plan social" Danone et que cela ne change rien à la brutalité et à la violence que celui-ci représente pour les prolétaires concernés qui se retrou-

vent devant le "choix" suivant : quitter la région où ils vivent, s'ils le peuvent, pour garder un hypothétique emploi au risque de condamner leur conjoint au chômage ou bien aller directement pointer eux-mêmes à l'ANPE.

Mais ce qu'il y a de plus pourri dans le terrain de lutte qui est proposé aux victimes des licenciements actuels, c'est bien le discours et les mots d'ordre qui opposent les licenciements à la rentabi-

lité de l'entreprise. Ainsi le caractère plus ou moins "scandaleux" des plans sociaux est jugé à l'aune des profits ou des pertes affichés par la société. Selon ce principe, les prolétaires d'AOM/Air Liberté ou ceux de Job par exemple sont censés accepter sans moufter les licenciements, au nom probablement d'on ne sait quelle solidarité que devraient avoir les salariés avec leur patron quand "les affaires vont mal". Tandis que ceux de

Danone auraient raison de se battre et ont droit au "soutien"" empoisonné de tous les pompiers sociaux de la gauche en tout genre, au nom cette fois du fait que le patron de Danone aurait manqué de "solidarité" avec ses employés en leur préférant ses actionnaires.

A la tête de ce discours on trouve le PCF et la CGT, appuyés à fond par la LCR et LO qui protestent tous en chœur contre "*le libéralisme qui traite les travailleurs comme des Kleenex et qui les jette pour le profit des actionnaires*" et qui fustigent la fameuse *mondialisation*, comme étant responsable du scandale des licenciements. Ce que ces gens cachent au fond, c'est le conflit fondamentalement irréconciliable entre le capital et le travail. Car lorsque le patron de Danone rétorque que, s'il licencie aujourd'hui, c'est pour préserver la rentabilité actuelle de la boîte menacée par la concurrence, il dit effectivement la vérité. C'est-à-dire que c'est la logique concurrentielle de la production capitaliste qui, dans tous les cas, qu'il y ait des bénéfices ou non, est à la base des licenciements, chez Job comme chez Danone. Le capitalisme, en général, qu'il s'agisse de grandes multinationales ou de petites boîtes autochtones, n'a jamais exploité la force de travail, c'est-à-dire "créé des emplois", par altruisme, mais il l'a toujours fait uniquement et dans la mesure où cela lui permet d'extorquer un profit et d'accumuler encore du capital. De même, il se fiche comme d'une guigne de la valeur d'usage ou de la "qualité" des marchandises produites dans ses usines, seule compte pour lui leur valeur d'échange et la question de savoir s'il pourra les vendre sur le marché en faisant des bénéfices. La crise de surproduction générale que connaît le capitalisme, du point de vue du marché solvable, et la concurrence mortelle qui se joue entre les entreprises capitalistes dans ce cadre, conduit effectivement celles-ci à chercher les moyens de payer des salaires les plus bas possibles et à couper radicalement des branches entières quand l'exige la rentabilité. capitaliste. Voilà la véritable cause des licenciements, elle est contenue dans le principe même du capitalisme qui régit l'ensemble de la société et non pas dans on ne sait quelle mythique "mondialisation". C'est cette réalité qu'occultent les mobilisations orchestrées par le PCF et ses complices, comme à Calais le 21 avril, sur le thème de "*la lutte citoyenne contre la mondialisation*".

La campagne de boycott de la CGT contre la véritable solidarité de classe

Le dernier thème enfin par lequel la lutte contre les licenciements est dévoyée de son terrain de classe par la gauche et les syndicats, CGT en tête, c'est celui de l'appel à la "*solidarité des consommateurs*". Les mêmes "consommateurs" (population indéfinie des mangeurs de yaourt) qu'on a invités début avril à aller faire des courses chez Marks & Spencer pour "prouver" à la société britannique que ses boutiques européennes sont viables, ont été ensuite priés de faire l'inverse pour ce qui concerne Danone ! La campagne pour le boycott des produits Danone, lancée par la CGT et le PC avec les soutien du couple LO-LCR et de toutes sortes d'associations, est venue depuis occuper tout le terrain de la situation, escamotant dans les médias la réalité des grèves en France. D'autant plus qu'une grande polémique a été lancée entre fractions de la gauche

et entre centrales syndicales sur la question de savoir si le boycott pourrait être une "arme à double tranchant". Pendant que les uns en font la formule toute trouvée pour "*obliger Danone à reculer*", les autres mettent en garde contre une action qui risquerait de se retourner contre les salariés du groupe en donnant lieu à de nouveaux plans de licenciements, dans le yaourt ou les eaux minérales, en sus de ceux dans le biscuit, au nom des pertes subies par Danone sur le marché. Evidemment, l'argument des seconds voudrait, une fois de plus, nous faire croire qu'il y a une compatibilité d'intérêts entre le travail et le capital. A ce compte là, il faudrait plus encore dénoncer la grève elle-même comme "pouvant se retourner contre les ouvriers", puisque, par définition, les grèves et toute résistance ouvrière à l'aggravation des conditions d'exploitation viennent s'opposer à la compétitivité et aux critères de rentabilité du capital. Pour autant, cela ne donne aucune légitimité ouvrière aux orchestrateurs de cette campagne de boycott. Au contraire, car, au delà du fait que le boycott n'aura guère d'effet sur Danone, ni dans un sens ni dans un autre, cette campagne sert, en réalité et avant tout, à occuper le terrain du réflexe de solidarité envers les prolétaires licenciés avant que la classe ouvrière ne s'en empare sur son véritable terrain de classe.

L'appel aux "citoyens" ou aux "consommateurs" est comme l'appel aux élus et au gouvernement, il invite les ouvriers en lutte à chercher l'appui de divers lobbies puissants, de préférence à celui de leurs frères de classes en butte à des attaques similaires. Il font du cas Danone un cas à part, assez grave pour "concerner toute la société", mais qui n'aurait rien à voir avec les autres coups qui tombent sur la classe ouvrière.

Et face à toutes ces attaques qui s'abatent massivement sur elle, la classe ouvrière doit savoir qu'elle est seule. Les soutiens empoisonnés de la gauche, des syndicats et des élus et des associations de tout poil sont autant de pièges contre elle. Mais si la classe ouvrière est seule et ne peut compter que sur ses propres forces pour se battre, elle doit savoir que ces forces là sont immenses. Les ouvriers de Danone, de Moulinex, de Marks et Spencer, d'AOM et d'ailleurs qui font face aux licenciements, les cheminots, les tramotots, les postiers, et les hospitaliers, tous ceux aujourd'hui en lutte pour les salaires, les effectifs et contre l'aggravation de leurs conditions de travail, sont tous engagés dans un même combat, non pas contre tel ou tel patron particulier, ou contre telle ou telle mesure gouvernementale, mais contre le capital. C'est dans le développement et l'unité de leurs luttes que réside le seul terrain où puisse se développer réellement la solidarité ouvrière, contre les pièges dressés par la gauche et les syndicats.

PE (29 avril)

(1) Concernant Danone, il faut constater que ce sont pratiquement TOUTES les fractions de la bourgeoisie qui se sont cru obligées d'afficher de la compassion et de la compréhension pour les "petits LU". Même un Madelin y est allé de son couplet, pour épinglez lui aussi la "brutalité" d'une annonce "indigne d'une grande entreprise comme Danone". Enfin, il n'a pas trop insisté, parce qu'à trop empiéter sur le terrain occupé par la gauche, il deviendrait vite évident que la gauche et les libéraux sont, au fond, du même bord et que seule l'hypocrisie les anime, les uns comme les autres.

INONDATIONS

(SUITE DE LA PAGE 8)

vers eux et défendre les intérêts de l'Etat bourgeois. C'est bien pour cela que A. Boulogne (président du comité de défense des riverains de la Somme) a pu ramener derrière ses banderoles un milliers de manifestants à Abbeville le 12 avril protestant contre la volonté délibérée du gouvernement PS et de la Mairie de Paris d'inonder la province. Son mot d'ordre "La pluie n'explique pas tout, il y a un schmilblick quelque part", ne visait qu'à canaliser la colère des prolétaires derrière la fausse alternative du jeu électoral droite/ gauche. Ce mot d'ordre n'avait pas d'autre visée que de masquer aux yeux de l'ensemble de la classe ouvrière où se trouve en réalité ce "schmilblick" : dans la pourriture du capitalisme décadent dont tous ces politiciens, de droite comme de gauche, sont les dignes représentants.

Face aux campagnes électoralistes de l'opposition, le PS a su répliquer sur le même terrain des rivalités entre fractions bourgeoises grâce à l'utilisation tout aussi crapuleuse d'une autre catastrophe potentielle avec l'évacuation hypermédiatisée de la population de Vimy, près d'Arras, et le transfert immédiat des munitions de la première guerre mondiale. Grâce à cette opération de sauvetage de la population, l'Etat et son gouvernement "socialiste" a pu ainsi faire une belle démonstration de la prétendue capacité du capitalisme à prévenir les catastrophes.

Tout ce barouf n'avait en réalité qu'un seul but : masquer aux yeux de la classe ouvrière l'impuissance de la classe dominante à endiguer les catastrophes sociales engendrées par son système. L'intervention de l'Etat à Vimy n'a nullement résolu le problème. En déplaçant les munitions entassées dans le Pas de Calais, la bourgeoisie n'a fait que déplacer et reporter une catastrophe annoncée. En effet, l'usine destinée à la destruction de cet arsenal n'est pas encore construite et ne le sera pas avant au moins deux ans ! Le risque d'explosion ou de fuite de gaz toxiques est toujours bien réel, même si la population de Vimy a pu être épargnée.

Mais le cynisme et la duplicité de la bourgeoisie décadente ne s'arrête pas là. En indemnisant les habitants de Vimy pour les nuisances occasionnées par cette évacuation, le gouvernement Jospin a montré qu'il a tenu ses promesses et qu'on peut donc lui faire confiance. "Le gouvernement assumera pleinement ses responsabilités, y compris financières" a déclaré le Ministre de l'Intérieur, Daniel Vaillant. Joignant le geste à la parole, Jospin a immédiatement débloqué les fonds : indemnités de 1000 F par adulte et 500 F par enfant, aide forfaitaire de 5000 F attribuée aux personnes dont l'hébergement n'a pas immédiatement été pris en charge par l'Etat, prise en charge à 100% du chômage partiel occasionné par cette évacuation.

Malheureusement, les sinistrés des inondations d'Abbeville, eux, n'ont pas eu droit à une telle générosité. Jospin n'a-t-il pas exprimé au Conseil des Ministres du 12 avril sa "solidarité" avec les victimes des inondations en leur accordant royalement... un délai de paiement pour leurs impôts ! Pour le reste, pour réparer les dégâts des eaux, qu'ils se débrouillent avec les compagnies d'assurance et les banques ! Quant à la réparation du traumatisme et des souffrances morales qu'ils n'ont pas fini de subir, qu'ils se débrouillent avec le psychiatre du coin !

Le cynisme crapuleux de la classe dominante, et particulièrement de ses gouvernements de gauche, ne connaît pas de limites !

En réalité, le petit pactole de Jospin aux habitants de Vimy était le prix que la bourgeoisie était prête à payer pour redorer l'image de son gouvernement de gauche. Cette image a en effet été mise à mal par l'impuissance évidente de l'Etat à endiguer les catastrophes provoquées par le déchaînement des "forces imprévisibles de la nature". Par ailleurs,

Le mépris d'un défenseur de l'Etat bourgeois pour le prolétariat

La bourgeoisie ne rate jamais une occasion de retourner les effets de la décomposition de son système contre la classe ouvrière. Et pour ce faire, elle sait utiliser à bon escient ses idéologues patentés de l'intelligentsia réactionnaire. Ainsi, dans la polémique opposant les partis de droite et de gauche autour des responsables de la catastrophe d'Abbeville, elle a laissé une petite place dans les colonnes de son journal Le Monde (du 13 avril) à J.Gaillard, écrivain et professeur de latin à l'Université de Strasbourg, pour défendre l'Etat démocratique, le Ministre Jospin et son gouvernement de gauche. Dans l'article de Monsieur Gaillard (intitulé "A vau l'eau"), on ne trouve pas seulement une réplique aux attaques électoralistes de la droite. En se faisant l'avocat du gouvernement Jospin, ce plumitif de la bourgeoisie en a aussi profité pour déverser tout le mépris de la classe dominante à l'égard du prolétariat. Qu'on en juge :

"La dénégation ne pouvait qu'être faible parce que la souffrance alentour était forte, et qu'une des fonctions de l'Etat, désormais, est d'être responsable de tout (...). On attend des vérités qui coïncident avec ces vraisemblances : l'aveu, par le monstre, qu'il est monstre, et, par le responsable, qu'il est coupable. Un quelconque intérêt l'aura poussé à l'acte : la préparation des Jeux olympiques tombe à pic pour ficeler le rôti, car il eût semblé un peu court de tout miser sur le mépris de Paris pour la

province, ou sur l'aveuglement des puissants à la misère des humbles (le château est sur la coline, la chaumière dans la vallée, au bord de l'eau, car le lotissement prolétarien n'occupe que des terres ingrates) (...) Dieu, d'une part est immuable, et, d'autre part, il est mort : croire en sa colère ne se fait plus (...) L'eau monte, et avec elle le ressentiment, et avec lui le souci de compenser par un droit social l'injustice foncière de la nature (...) Au bout du compte, une noble fonction d'un Etat moderne, qui est d'organiser la solidarité, sera pervertie. D'un bénéfice, on voudra faire un droit, ce qui évite de dire merci. Cela permet en outre d'éviter la dispute avec les voisins et de s'apesantir sur (...) des permis accordés à la demande expresse des aspirants à la propriété individuelle (...) Que voulez-vous qu'un ministre réponde à cela ? Contre qui veut-on sévir ? L'addition sera lourde, mais enfin, comparable à une grève trop longue de la SNCF, qui ne doit rien à la nature, mais paraît-il beaucoup plus à une certaine "culture de la grève", et devrait, en comparaison des caprices du ciel, suciter des jugements plus sévères. Si l'on parle de responsabilités humaines quand le beau temps fait la grève, que dire de la dégradation du climat social lorsque quelques centaines de conducteurs de trains noient impunément un bon milliard d'argent public... Contraste saisissant".

Camille

C'est tous unis qu'il faut lutter

(SUITE DE LA PREMIÈRE PAGE)

par la bourgeoisie. Cela a été évident lors de la grève à la SNCF qui, alors qu'elle avait démarré de manière unitaire, s'est prolongée dans une grève dure et de plus en plus isolée des seuls agents de conduite (voir notre article sur le sujet page 3) comme dans le déroulement de la grève des sages-femmes complètement séparées des autres catégories du personnel hospitalier. Ainsi, alors que leurs revendications initiales pour les salaires et le manque d'effectifs étaient une base pour offrir un front commun avec l'ensemble des autres catégories hospitalières (dont beaucoup sont actuellement en lutte), les sages-femmes ont vu leurs revendications dévoyées vers la fausse question de la reconnaissance de leur statut particulier.

L'enfermement et l'épuisement dans des grèves longues et isolées auxquelles conduit le corporatisme sont des dangers qui grèvent l'avenir des luttes ouvrières. L'enjeu n'est pas de se lancer dans des grèves qui durent en étant de plus en plus minoritaires avec la perspective illusoire d'avoir le patron ou l'Etat "à l'usure", mais au contraire de faire de l'élargissement de la lutte la condition de sa prolongation. Les conditions pour le faire sont présentes aujourd'hui. Mieux vaut arrêter une grève avec la conscience claire qu'on est pour le moment trop isolés et qu'on ne pourra pas gagner mais en sachant qu'on pourra bientôt reprendre la lutte dans de meilleures conditions permettant d'instaurer un rapport de forces plus favorable. De même, la mise en place d'une réelle solidarité en vue de l'établissement d'un tel rapport de forces ne se trouve pas dans la pseudo-solidarité du boycott des produits du méchant patron comme à Danone-Lu et autres pétitions populaires comme chez Marks & Spencer. Elle se trouve dans la mise en commun des revendications avec d'autres secteurs, de façon à réaliser l'extension de la lutte avec ces derniers et à former l'unité la plus large, sur le terrain de la classe ouvrière.

Le développement de l'unité et de l'extension ouvrières les plus larges nécessitent encore de ne pas laisser la maîtrise du combat aux mains des prétendus spécialistes de la lutte que sont les syndicats. Les ouvriers doivent tout au contraire nécessairement organiser et diriger eux-mêmes leur lutte à tous les niveaux à travers des assemblées générales souveraines qui prennent toutes les décisions en élisant leurs propres délégués, révocables, et leurs propres comités de grève.

Et il faut encore ouvrir les assemblées générales et toutes les réunions à tous les autres ouvriers, actifs et chômeurs, poussant à l'entrée en lutte du maximum de secteurs, orientant ainsi toute leur activité vers l'extension de cette lutte. C'est la seule façon de créer un rapport de forces en faveur de l'ensemble de la classe ouvrière.

KW (27 avril)

GRÈVE À LA SNCF

Comment les syndicats se sont partagés le travail pour saboter la lutte

Partie d'une simple journée d'action appelée le 29 mars par tous les syndicats, la grève à la SNCF s'est prolongée dans une grève déterminée des cheminots pour faire aboutir leurs revendications concernant les salaires, les effectifs, les conditions de travail et les projets de restructuration.

L'image, façonnée par les médias, qui a été renvoyée de ce mouvement, c'est qu'il a concerné uniquement les roulants, et encore une petite minorité d'entre eux, bloquant une grande partie du trafic ferroviaire. On occulte ainsi le fait que, pendant les premiers jours, ce sont toutes les catégories de personnels à la SNCF, qu'ils soient roulants, au guichet, dans les ateliers de réparation ou contrôleurs, qui étaient en lutte. Dans certains cas se sont tenues des assemblées générales où participaient des ouvriers de ces différentes catégories. C'est en fait aux manœuvres syndicales qu'on doit l'effilochement du mouvement jusqu'à ce qu'au bout du compte il ne concerne plus qu'une minorité de roulants.

Au terme de la journée d'action du 29 mars, finie la belle unité syndicale des journées d'action qui s'étaient succédées depuis le mois de septembre. On a alors assisté à un véritable partage du travail entre les syndicats pour saboter la combativité et conduire la lutte à la défaite. La CGT va s'opposer directement à la grève et appeler à la reprise du travail, tandis que seuls deux syndicats, la Fgaac (autonomes) et Sud-Rail continueront à soutenir sans réserve la poursuite de la grève, treize jours durant, mais en enfermant complètement la lutte dans une seule catégorie de cheminots, les roulants, à la fois particulièrement combattifs et particulièrement perméables aux préjugés corporatistes. Quant aux autres syndicats, ils

paraîtront "absents", voire hostiles à cette volonté de lutte.

Tout a été fait pour que, après cette journée du 29 mars, il ne soit pas possible d'exprimer sa combativité dans la lutte, de façon unitaire, avec les autres catégories de personnels. A commencer par la confusion autour des revendications : tous, sauf la CGT, rejetaient en totalité le plan de la direction "Cap Clients" ; la Fgaac voulait des revendications spécifiques pour les roulants, à cause de leurs conditions spécifiques, et en particulier un augmentation de 10% (celle-ci étant perçue par une partie des autres catégories comme un privilège des roulants, du fait de leur capacité de bloquer le trafic, et dont la satisfaction ne pouvait que s'effectuer au détriment des autres).

De plus, les syndicats Sud rail et la Fgaac, les seuls qui s'affichaient clairement en faveur de la poursuite du mouvement, la situaient sur une base qui, d'emblée, en excluait tous ceux qui n'étaient pas des roulants. Mettre en avant, comme l'ont fait Sud rail et la Fgaac, les spécificités de cette catégorie et des revendications propres à celle-ci, était un moyen de renforcer les illusions corporatistes en son sein, et tout aussi sûrement de détourner les autres ouvriers d'une lutte commune. Ainsi lorsque la Fgaac dénonce le sabotage réel de la lutte effectué par la CGT : "*Il y a des AG où la CGT fait voter la reprise du travail, mais les agents ne suivent pas ces décisions*" (M. Lasne, secrétaire général de la Fgaac, cité par *Le Monde* du 10 avril) ce n'est pas pour renforcer la lutte mais bien pour la diviser.

Par ailleurs, lorsque la CGT adresse des mises en garde contre des mouvements minoritaires et jusqu'au boutistes : "*En indiquant un taux de grévistes de 50%*

parmi les agents de conduite du pays, la Fgaac et Sud ont livré des informations démagogiques (...) [Il est] irresponsable d'engager les agents de conduite dans une voie sans issue en leur faisant croire que le rapport des forces va permettre de faire bouger l'entreprise" (H. Bascunana, secrétaire général des cheminots CGT, *Le Monde* du 10 avril), ce n'est pas pour faire l'unité mais pour que les non roulants se détournent encore plus sûrement des roulants et cessent la grève.

La CGT, cette championne autoproclamée de l'unité ne manque pas de culot alors qu'elle a à son palmarès un nombre assez impressionnant d'actions jusqu'au boutistes dans lesquelles ont marché des dizaines de milliers d'ouvriers, dans les années 70 et 80, de SKF aux chantiers navals, des Ports aux Mines, etc. La réalité immédiate elle-même vient démentir le discours, puisqu'en certains endroits, comme à Sotteville-les-Rouen, c'est la CGT elle-même qui tente d'empêcher l'entrée en lutte solidaire des ouvriers des ateliers de réparation à l'appel de roulants. C'est moins flagrant mais c'est du même acabit qu'en décembre 86 où la CGT s'était opposée ouvertement au démarrage de la grève à la SNCF en organisant, à Miramas, des piquets anti-grève.

La fonction de la CGT est clairement résumée par cet extrait de *Libération* du 5 avril selon lequel la "*réduction remarquable des jours de grèves depuis 3 ans doit beaucoup à cet 'encadrement' ([par la CGT et la CFDT])*". Néanmoins, il y a des moments où cet encadrement ne peut faire autrement que de se positionner ouvertement en faveur de la défense de l'intérêt de l'entreprise contre la volonté des ouvriers de riposter aux attaques. Cela avait été le cas en 1999, lors de la

mobilisation contre les 35 heures, et c'est le cas encore aujourd'hui. C'est ce que traduit en fait cette déclaration de B. Thibault, "*la CGT n'a pas été débordée*" (*Le Monde* du 10 avril), rendue justement nécessaire parce que ce n'est pas l'image que renvoient les faits eux-mêmes. Mais si la CGT a pu être contestée, l'ensemble du dispositif syndical a par contre, été totalement efficace contre la classe ouvrière.

Mais l'action des syndicats dans ce conflit a des répercussions qui vont au delà de l'échec à développer une lutte plus massive. En effet, loin d'avoir renforcé le sentiment d'unité et de force de la classe ouvrière, ces 13 jours d'une lutte de plus en plus minoritaire et corporatiste ont été à même de faire naître dans la classe ouvrière des rancœurs qui seront difficiles à digérer et ne pourront que constituer des obstacles aux prochaines mobilisations dans le secteur. Les médias se sont précipités pour publier des morceaux choisis censés refléter les préoccupations des ouvriers ou de la population : "*selon notre enquête, tant au siège que dans les gares parisiennes, les sédentaires critiquent les roulants (...) Ils [les roulants] ne se rendent pas compte que la majorité des gens qu'ils transportent gagnent moins qu'eux*" (*Le Monde* des 8 et 9 avril). Cette situation constituait du pain béni pour la propagande bourgeoise alors que les centaines de milliers de prolétaires obligés de galérer pour aller au travail commençaient à ne plus comprendre l'intérêt, pour tous les ouvriers, de la lutte des roulants. De plus, le chômage technique imposé aux ouvriers d'entreprises tributaires du transport ferroviaire des marchandises (Perrier, Usinor, ...) a été aussi mis sur le compte de "l'égoïsme" des conducteurs de trains.

Si donc des enseignements doivent être tirés de cette lutte, c'est surtout en négatif. Le premier d'entre eux c'est que les ouvriers ont contre eux tous les syndicats. B. (29 avril)

Réponse au "Prolétaire"

(SUITE DE LA PAGE 6)

à propos de ces événements, c'est-à-dire, en substance : "*Les actions désespérées telles que le déversement d'acide sulfurique dans une rivière sont les seuls moyens qui restent aux exclus de la croissance en butte aux licenciements*". *Le Prolétaire* n'a pas plus à dire que la bourgeoisie : dans la période actuelle, la seule arme qu'on ait sous la main, c'est la violence désespérée et isolée, enfermée sur l'usine.

Nous persistons et signons pour dire que ce n'est pas vrai. L'envoi de délégations à d'autres entreprises, la distribution de tracts mettant en avant les objectifs communs avec les autres prolétaires, la recherche d'une solidarité DE CLASSE (et non pas des "citoyens"), sont des perspectives d'actions concrètes que les révolutionnaires doivent défendre DES AUJOURD'HUI dans les luttes défensives actuelles. S'ils ne le font pas, au nom du fait que la grève de masse n'est pas immédiatement à l'ordre du jour, ils ne remplissent pas leur rôle de révolutionnaires. Ils sont de simples observateurs de l'agitation sociale.

A/P

SB

Réponse au "Prolétaire" (PCI)

A propos des luttes à Cellatex et Adelshoffen

Dans le numéro 304 de *RI* (septembre 2000), nous avons pris position sur la campagne qui avait agité les médias durant l'été autour des luttes à Cellatex et dans d'autres entreprises (Adelshoffen, Forgeval...). Dans notre article, intitulé *"Un exemple à ne pas suivre"*, nous avons montré comment et pourquoi les moyens utilisés dans ces luttes (le déversement d'acide sulfurique dans une rivière dans le cas de Cellatex, la menace de faire sauter l'usine à Adelshoffen...) ne pouvaient pas représenter une avancée pour la classe ouvrière dans son ensemble. Nous avons notamment développé que ce n'est pas par hasard si justement ces méthodes avaient eu droit à de grands coups de projecteurs de la part des médias bourgeois et si le gouvernement n'avait pas hésité à encourager leur exemple en concédant des avantages substantiels, notamment aux grévistes de Cellatex.

En réaction à notre article, *Le Prolétaire* n° 455 (1), nous adresse une polémique acerbe, dans laquelle nous sommes accusés d'avoir voulu *"calomnier cette lutte"*, soupçonnés de nous ranger *"aux côtés des adversaires de la lutte ouvrière"* et finalement traités de *"pacifistes"* qui *"craignent en réalité le retour de cette lutte de classe qui ne pourra pas ne pas s'accompagner d'explosions brutales de luttes, d'affrontements violents"*. Pourquoi ? Parce que nous aurions *"violemment condamné"* des luttes qui, au contraire pour le PCI, auraient *"donné au prolétariat la leçon que seule la lutte véritable peut payer"*. Pour *Le Prolétaire*, elles ont constitué un exemple à suivre en ce qu'elle ont été *"une contribution de première importance à la rupture avec la collaboration de classe et son pacifisme, son légalisme, ses méthodes bien sages et bien responsables (...), une contribution à la reprise du chemin de la lutte de classe ouverte."* C'est bien cette appréciation que nous ne pouvons pas partager avec les camarades du PCI.

Fidèles au *Manifeste Communiste* qui proclame : *"De temps à autre les travailleurs sont victorieux, mais leur triomphe est éphémère. Le vrai résultat de leurs luttes, ce n'est pas le succès immédiat, mais l'union grandissante des travailleurs"*, nous pensons que ce n'est pas à l'aune du succès immédiat obtenu que les révolutionnaires peuvent apprécier le vrai résultat des luttes ouvrières. Ce que les révolutionnaires encouragent, là où ils voient un réel renforcement et une *"contribution à la reprise du chemin de la lutte de classe ouverte"* pour le reste de la classe, c'est notamment ce qui, bien au delà du caractère éphémère des gains obtenus, contribue à *"l'union grandissante des travailleurs"*.

Or ce qui a "distingué" Cellatex et Adelshoffen, par rapport à d'autres luttes contre des licenciements qui sont restées aussi isolées qu'elles, est-il quelque chose qui, franchement, contribue à cette union grandissante et qui montrerait le chemin pour briser l'isolement ? Quelle que soit la détermination, bien réelle, des prolétaires de Cellatex à ne pas accepter passivement les licenciements et la reprise de la combativité que ces luttes ont exprimé, il faut répondre pourtant non. Nous persistons et signons pour dire que la "violence" qui les a caractérisées et qui excitent tellement le PCI, n'en font pas pour autant un exemple à suivre. Parce que justement elles ne pouvaient pas apporter une réponse au besoin de rompre l'isolement

et d'aller chercher la solidarité de classe effective des autres fractions de la classe ouvrière.

Nous sommes certes d'accord avec *Le Prolétaire* pour dénoncer *"l'écaurante idéologie démocratique omniprésente"*, qui présente l'environnement comme *"notre bien à tous"*, *"alors que cet environnement malsain est saccagé en permanence par les ravages du capitalisme"*. Mais quand le PCI crie que les ouvriers de Cellatex, en versant de l'acide sulfurique dans un affluent de la Meuse, *"ont même osé s'attaquer à l'environnement et ils ont eu raison !"*, on peut se demander si ce ne sont pas les camarades qui ont justement perdu la raison. D'un côté, *Le Prolétaire* nous dit très justement que *"les premières victimes (de la pollution) sont les prolétaires contraints de travailler et de vivre en permanence dans ces environnements désastreux"* (ils en sont généralement conscients, d'ailleurs), et que la majorité de la classe ouvrière reste encore hésitante à entrer en lutte. D'un autre côté, les camarades nous assènent que *"ce n'est pas vrai que l'utilisation de méthodes de luttes radicales ne peuvent qu'isoler, diviser les travailleurs, les désolidariser les uns des autres"*. Sauf que, dans le cas qui nous occupe, ils ne voient pas tout ce que la violence de ces "méthodes radicales" avait de désespéré, en quoi elle était moins dirigée contre leurs exploiters (qui se fichent pas mal de l'environnement) que contre eux-mêmes. *"Tout prolétaire combatif sera à leurs côtés"* lance le PCI, et probablement, veut-il dire que tout prolétaire combatif sera encouragé à faire la même chose de son côté, puisque "cela a payé à Cellatex". Mais cela ne fera pas avancer d'un pouce le développement d'une véritable solidarité de classe et encore moins décidera la masse des hésitants à entrer en lutte. Poussons l'argument du PCI plus loin. Si demain, les ouvriers de l'Étang de Berre se trouvent face à la fermeture, et font sauter les immenses complexes pétroliers à côté de Marseille, *Le Prolétaire* criera-t-il toujours *"ils ont osé, ils ont eu raison"* ? Et si, après-demain, on fermait une centrale nucléaire ?.. Comme nous a écrit un de nos lecteurs, *"Le PCI traite les ouvriers comme des demeurés, ils apprécieront"*.

En fait, et plus généralement, ce qui fait s'emballer les camarades du Prolétaire, là où ils voient une *"contribution à la reprise du chemin de la lutte"*, c'est dans ce qui, en apparence, rompt avec *"la collaboration de classe et son pacifisme, son légalisme, ses méthodes bien sages..."*. Nous pouvons rassurer les camarades, notre propos n'est nullement de nier le caractère nécessairement violent de la lutte de classe, ni de sombrer dans un quelconque pacifisme. Il est exact, par exemple, que le sacro-saint "respect de l'outil de travail", fait partie traditionnellement de l'arsenal idéologique de l'encadrement syndical. Et ce n'est pas par hasard : les syndicats le font justement pour mieux attacher les prolétaires à LEUR entreprise et les enfermer dans l'illusion que leur combat serait un combat pour revendiquer une partie de la propriété du capital particulier qui exploite leur force de travail (au même titre que le font les idéologies et les pratiques autogestionnaires chères aux anarcho-syndicalistes par exemple). Pour autant cela ne veut pas dire que, pour dépasser l'enfermement syndical, il suffit de prendre le contre-pied de cette idéologie du respect de l'outil de travail en faisant du sabotage de celui-ci une panacée. La radicalité violente de

l'action ne contient pas en soi la perspective de briser le cadre étroit de l'usine, de la défense de la région ou de la nation. Toutes les opérations "coup de poing" dont la CGT s'est fait le spécialiste, notamment dans les années 70 et 80 sont là pour le montrer. Les opérations pneus brûlés, les blocages d'autoroute ou de chemin de fer ont été largement prônées et mises en oeuvre à ne plus en finir par les *"syndicats collaborationnistes"*. Et qu'en est-il des leçons de Longwy-Denain en 1979, quand la CGT organisait le renversement des wagons de minerai de fer venant d'Allemagne (méthodes "illégalles" et "radicales" s'il en est), afin de détourner la lutte des sidérurgistes vers la défense patriotarde de l'industrie française ? Beaucoup de ces formes d'actions, en soi, auxquelles on peut ajouter la séquestration de dirigeants, font effectivement partie de l'océan de phénomènes de la lutte de classe et de son caractère nécessairement violent, mais la plus ou moins grande violence n'est nullement en soi une garantie de radicalisation sur le fond : c'est-à-dire dans le sens de l'élargissement des moyens et des buts du combat.

Le PCI piégé par les médias de la "démocratie blindée"

Près de la moitié de l'article du Prolétaire est consacrée à des assertions ironiques sur l'idée que *"la bourgeoisie (ait) machiavéliquement élaboré un plan diabolique, heureusement percé à jour par le CCI"*. Il s'amuse notamment à relever des prétendues contradictions dans ce que nous avons écrit sur le rôle joué par les médias et par la politique du gouvernement dans ces événements. *"Il faudrait savoir,"*, ironise-t-il, *"ou bien la bourgeoisie s'est montrée 'compréhensive' pour ces méthodes ou bien elle les a dénoncées comme destructrices"*. Chers camarades, elle a fait effectivement fait les deux, et il n'y a là de *"contradictions insolubles"* que pour ceux qui ne veulent pas voir.

A n'en pas douter, le PCI lui-même s'est laissé piégé : pour lui, la place accordée par les médias à la grève de Cellatex apporte d'abord la preuve que c'est la force de cette lutte qui aurait contraint la bourgeoisie à s'en faire l'écho et à concéder des résultats appréciables aux grévistes. Ensuite, le fait que la propagande bourgeoise l'ait assimilée au terrorisme et à la destruction de *"notre environnement à tous"* suffit pour le PCI à démontrer qu'elle voulait empêcher que l'exemple soit repris ailleurs.

"Malgré cela, malgré des situations qui paraissent sans espoir", nous dit le PCI, *"les ouvriers de Cellatex et d'ailleurs ont montré à tous leurs frères de classe qu'il est possible de résister et qu'il est possible de remporter des concessions non négligeables"*. Mais il ne voit pas que ce sont les médias bourgeois qui se sont servis des ouvriers de Cellatex pour "montrer" à leurs frères de classe qu'on peut gagner des concessions par une lutte isolée, à condition de recourir à des moyens désespérés. Encourager l'idée que ces méthodes sont le seul moyen de gagner, tout en dénonçant ce qu'elles ont de destructeur est effectivement ce que voulait faire la bourgeoisie : jeter en pâture ce prétendu "seul moyen" aux prolétaires confrontés aujourd'hui à des plans de licenciements similaires, tout en décourageant la possibilité de solidarité de la part de leurs frères de classe, en comptant bien sur le fait qu'ils ne puissent pas se reconnaître dans ces fameuses "méthodes".

En passant, *Le Prolétaire* cautionne complètement l'illusion, très présente dans ces luttes, que ce serait parce que les ouvriers de Cellatex *"ont osé s'attaquer à l'environnement"* qu'ils ont attiré l'attention des médias sur leur sort et réussi à faire connaître à "l'opinion publique" la violence du plan de licenciements dont ils étaient victimes. Or, les révolutionnaires ont le devoir d'expliquer en quoi ceci est une illusion : que les médias ne sont rien d'autre qu'une partie de l'appareil de l'Etat garant de l'ordre social ; et que les ouvriers en lutte ne peuvent attendre aucune aide ni des médias, ni de cette mythique "opinion publique", qui en est la créature.

Mais pourquoi donc les grands médias nationaux ont-ils fait tant de barouf sur Cellatex et Adelshoffen, alors qu'ils ont en général l'habitude d'être très discrets sur les luttes locales et isolées de ce genre ? Parce que la classe dominante aurait réellement craint la menace sur *"notre environnement à tous"* ou bien parce qu'il était dans son intérêt de leur faire de la publicité ?

Ce n'est sûrement pas *Le Prolétaire* qui se fait des illusions sur "l'objectivité" et "l'impartialité" des médias bourgeois. C'est le PCI des années 70, rappelons-nous, qui utilisait très justement l'expression *"démocratie blindée"* pour décrire le pouvoir de coercition idéologique de l'Etat bourgeois dans les pays occidentaux développés. Un Etat qui, derrière des apparences démocratiques, exerce un contrôle totalitaire sur l'ensemble de la vie sociale et plus particulièrement sur tout ce qui concerne la lutte de classe et la propagande anti-ouvrière. Nous ne croyons pas que les camarades du Prolétaire aient le moindre doute là-dessus : malheureusement, ils n'en tirent aucune conclusion.

C'est ainsi qu'ils n'ont pas vu que la première leçon que la bourgeoisie a voulu faire passer, c'est un des mensonges les plus dangereux des syndicats, stalinien, sociaux-démocrates, gauchistes, et tutti quanti - mais aussi une des illusions les plus dangereuses dans les têtes des ouvriers eux-mêmes. C'est l'idée que la lutte peut être victorieuse en s'enfermant dans l'usine. Cette illusion est en partie responsable de toute une série de grandes défaites de la classe ouvrière : le mouvement des occupations d'usine en Italie dans les années 20 ; la grève massive de 1968 en France, quand les ouvriers ont suivi les consignes d'occupation de la CGT - pour ne pas parler d'une foule de défaites de moindre portée depuis. Par contre, c'est l'ouverture, l'extension vers d'autres ouvriers, qui a permis aux ouvriers polonais (malgré toutes les faiblesses du mouvement que nous avons analysées par ailleurs) de tenir tête à l'Etat et faire trembler la bourgeoisie internationale.

L'intérêt de la bourgeoisie à accréditer cette idée de la possibilité de victoire dans une lutte isolée est tel que l'Etat a même été prêt à payer de sa poche le supplément de primes octroyé aux ouvriers de Cellatex. Contrairement à ce que la propagande bourgeoise veut nous faire croire, il ne s'agit pas ici d'une lutte offensive qui a réussi à arracher des concessions aux patrons grâce à des méthodes de lutte radicales ; il s'agit d'une lutte défensive que l'appareil de la propagande étatique a su détourner à son profit, au prix (dérisoire par rapport au budget de l'Etat) de quelques primes.

Pourquoi la bourgeoisie française se donne tant de peine - et de frais, même petits - pour une telle campagne ? Bien sûr, nous ne croyons pas, comme nous fait dire le PCI, que *"la classe ouvrière*

a une belle et pure conscience, au point qu'elle serait sans doute sur le point d'entrer en lutte massivement, voire de faire la révolution, mais patatras, la bourgeoisie n'arrête pas de lui pourrir la conscience, de la déboussoler, de la troubler par des pièges les plus abracadabrantesques (les mêmes pièges que les ouvriers *"ont énormément de difficulté à éviter"* comme vous le dites, camarades ?)". Par contre, nous sommes profondément convaincus que la crise de l'économie bourgeoise va en s'empirant, que les conditions de vie de la classe ouvrière ne cessent de se dégrader, et que c'est la nécessité matérielle qui poussera les ouvriers, y compris ceux qui sont aujourd'hui *"encore apathiques, encore hésitants"*, à entrer en lutte. Nous sommes convaincus que les conditions de la lutte, et - soulignons-le - l'intervention déterminée des communistes, pousseront les ouvriers à chercher les moyens qui permettront à la lutte d'avancer et de gagner en force. Ces moyens s'appellent : solidarité, extension, organisation, envers et contre la légalité, la propagande, et le terrorisme de l'Etat bourgeois de la "démocratie blindée". Finalement, et peut-être c'est ici que *Le Prolétaire* ne nous suit pas, nous sommes également convaincus que la classe bourgeoise en est **consciente** - du moins partiellement - et qu'elle se prémunit **dès aujourd'hui** contre une telle éventualité. Elle le fait déjà en saucissonnant par tous les moyens les tentatives de luttes, en élevant en "exemple à suivre" des luttes isolées comme celles de Cellatex et Adelshoffen.

D'ailleurs, est-ce que *Le Prolétaire* ne suggère pas la même chose, quand il parle de *"l'action étouffante de toute l'innombrable bande des pompiers sociaux (...), jusqu'aux différentes bonzeries syndicales (sans oublier les résidus de gauche)..."* ? S'il n'y a rien à étouffer, alors pourquoi cette *"action étouffante"* ?

"Les seules armes qu'ils avaient sous la main" ?

L'élémentaire solidarité des révolutionnaires avec les prolétaires en grève, ne doit pas les dispenser d'assumer leur devoir de critique à l'égard des faiblesses de la lutte. C'est un devoir que *Le Prolétaire* échoue lamentablement à remplir, obnubilé qu'il est par un radicalisme de surface et un certain moralisme anarchisant.

Car, le PCI a beau dire que les révolutionnaires *"ne cherchent pas à cacher les faiblesses"* des luttes, avec leur cri *"ils ont eu raison"*, ils ne font rien d'autre. Et, de ce fait, ils abandonnent complètement le rôle critique des organisations politiques prolétariennes auprès de leur classe. Ils ne font que lui courir derrière.

Le PCI cherche à ridiculiser notre point de vue en prétendant que la seule proposition que nous soyons capable d'opposer à "l'exemple de Cellatex" serait *"la perspective fantastique de déclencher, on ne sait comment, un mouvement de l'ampleur de celui de 1980 en Pologne"*. Il nous explique que, dans le contexte actuel, avec toutes les difficultés liées à l'isolement, avec leurs frères de classe encore hésitants à rentrer en lutte, les ouvriers de Cellatex ont eu le mérite *"d'utiliser les seules armes qu'ils avaient sous la main"* et qu'on ne peut pas leur reprocher à eux l'apathie des autres prolétaires.

Autrement dit, *Le Prolétaire* reprend à son compte le message même que la bourgeoisie a adressé à la classe ouvrière

(SUITE PAGE 5)

(1) *Le Prolétaire*, organe du Parti Communiste International- Editions Programme, 3 Rue Basse Combalot 69007 Lyon.

VIE DE L'ORGANISATION

PUBLICATIONS DU CCI

Ecrire les adresses comme suit, sans nom de la publication :

REVOLUTION INTERNATIONALE
Mail Boxes 153
108, rue Damremont. 75018 Paris

ACCION PROLETARIA
Apartado de Correos 258
Valencia 46080 - ESPAGNE

INTERNATIONALISME
BP 1134, 1000 Bruxelles 1 - BELGIQUE

INTERNATIONALISM
P.O. Box 288 New York
N.Y. 10018-0288 - Etats Unis

INTERNACIONALISMO
Apartado 20674 Caracas 1020-A - VENEZUELA

INTERNATIONELL REVOLUTION
IR, Box 21106,
10031 Stockholm - SUEDE

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE
CP 469, 80100 Napoli - ITALIE

WERELD REVOLUTIE
P.O. Box 339
2800 AH Gouda - PAYS BAS

WORLD REVOLUTION
BM Box 869, London WC1N 3XX - GRANDE-BRETAGNE

WORLD REVOLUTION
GPO Box 668, Melbourne
Victoria 3001. AUSTRALIE

WELTREVOLUTION
Postfach 410308 50863 Köln
ALLEMAGNE

WELTREVOLUTION
Postfach 2216
CH-8026 Zürich SUISSE

REVOLUCION MUNDIAL
Apdo. Post. 15-024, C.P. 02600
Distrito Federal, Mexico MEXIQUE.

COMMUNIST INTERNATIONALIST
(publication en langue Hindi)
POB 25, NIT, Faridabad 121 00.
HARYANA INDIA.

BROCHURES

Plate-forme et Manifeste du C.C.I.
(15 F + frais d'envoi : France 8F /Etranger 18F).

La décadence du capitalisme
(15 F + 8F/18F)

Les syndicats contre la classe ouvrière
(15 F + 8 F/18F)

Nation ou classe (15 F +8 F/18F)

Le trotskysme contre la classe ouvrière
(30 F + 8 F/18F)

Organisation communiste et conscience de classe
(25 F + 8 F/18F)

L'Etat dans la période de transition
(20 F + 8 F/18F)

Guerre du Golfe (15 F + 8 F/18F)

La Gauche communiste d'Italie
(80 F + 21F/33F)

La Gauche hollandaise
(120 F + 21 F/33F)

L'effondrement du stalinisme
(20 F + 8 F/18F)

La Révolution russe (15 F + 8 F/18F)

Luttes dans la fonction publique de décembre 95
Une victoire pour les syndicats, une défaite pour la classe ouvrière (20 F + 8 F/18F)

Fascisme et démocratie, deux expressions de la dictature du capital
(30 F + 8 F/18F)

Comment le PCF est passé au service du capital
(20 F + 8 F/18F)

La terreur stalinienne : un crime du capitalisme, pas du communisme
(20 F + 8 F/18F)

RÉUNIONS PUBLIQUES

25 ans du CCI
A quoi sert l'organisation des révolutionnaires ?

LYON : le samedi 19 mai à 15h
C.C.O. 39, rue G. Courteline, Villeurbanne (bus 27, 37, 38, arrêt Antonins).

MARSEILLE : le samedi 19 mai de 15h à 18h.
Rendez-vous à partir de 14h45 à la sortie du M° Chartreux.

PARIS : le samedi 19 mai à 16 h
27, avenue de Choisy, M° Porte-de-Choisy.

TOULOUSE : le vendredi 4 mai à 20h30.
Rendez-vous sur la place de l'église de la Fourquette, route de Seysses, Toulouse.

TOURS : le samedi 19 mai à 15 h
9, place de la Tranchée (en haut de l'av. de la Tranchée).

APPEL AUX LECTEURS

C'est encore avec de faibles forces que les révolutionnaires doivent faire face à des tâches gigantesques. C'est pourquoi nous faisons appel à tous nos lecteurs, tous nos sympathisants qui désirent collaborer à la diffusion de nos publications, comme certains nous l'ont déjà proposé. Les informations dont ils peuvent disposer sur ce qui se passe autour d'eux, les comptes rendus des discussions qu'ils peuvent avoir dans les rangs ouvriers nous seraient également utiles, vu les difficultés auxquelles se heurte le prolétariat aujourd'hui. Enfin, nous avons besoin que notre presse soit déposée dans les librairies ou dans les kiosques, et il est souhaitable que toutes les énergies se mobilisent pour effectuer un suivi régulier de la diffusion.

Nous profitons également de l'occasion pour renouveler nos appels à ce que des critiques ou commentaires nous parviennent.

LE CCI SUR INTERNET
www.internationalism.org/french

ABONNEMENTS

ABONNEMENT SIMPLE
(11 numéros du journal) : FRANCE : 100 F (15,3 E)- ETRANGER : 100 F (15,3 E)- PAR AVION : 120 F (18,3 E).

ABONNEMENT SIMPLE
(4 numéros de la Revue internationale) : FRANCE : 100 F (15,3 E) - ETRANGER : 110 F (16,8 E)- PAR AVION : 120 F (18,3 E).

ABONNEMENT COUPLÉ
(journal + revue) : FRANCE :200 F (30,5 E) - ETRANGER : 210 F (32,6 E) - PAR AVION : 220 F (33,6 E).

ABONNEMENT DIFFUSEUR
Aux lecteurs qui souhaitent diffuser notre presse autour d'eux, nous proposons les modalités suivantes :

-RI : abonnement à 3 : 240 F (36,6 E), à 5 : 400 F (61,1 E).

-Revue internationale : abonnement à 2 : 170 F (26 E), à 3 : 250 F (38,2 E).

Ecrivez-nous pour mettre au point d'autres possibilités.

Versement par chèque bancaire ou postal à l'ordre de RI - CCP523544Y-Rouen, à adresser à la boîte postale de RI.

SOUSCRIVEZ POUR SOUTENIR LA PRESSE DU CCI !

L'aide pour la défense de nos idées passe aussi par des souscriptions. Nous avons ouvert une souscription permanente pour le soutien de notre journal et de notre intervention.

Contrairement aux organisations bourgeoises qui bénéficient de subventions de la classe dominante et de son Etat pour assurer la défense des intérêts du capital, l'organisation révolutionnaire ne vit que grâce aux cotisations de ses militants.

Lecteurs, votre souscription est un acte politique conscient de solidarité et de soutien à la défense des idées révolutionnaires. Elle participe pleinement de la défense des intérêts de la classe dont dépend l'avenir de l'humanité.

Souscrire à la presse du CCI, ce n'est pas lui faire l'aumône. C'est s'engager à ses côtés dans le combat contre les mensonges et mystifications de la bourgeoisie, contre ses moyens de propagande et d'intoxication idéologiques.

Vos contributions sont donc les bienvenues au compte de RI (C.C.P. 523544Y - Rouen) ou peuvent être versées lors de nos interventions.

PERMANENCES, VENTES DE LA PRESSE

LILLE

Permanence le samedi 19 mai à 14 h 30 à la MNE, 23, rue Gosselet.

Vente de la presse le dimanche 13 mai de 11h à 12h au marché de Wazemmes, rue des Sarrazins à l'angle de la rue Jules Guesde ou de la rue du Marché.

LYON

Permanence le samedi 19 mai de 18h à 21h au C.C.O., 39, rue G. Courteline, Villeurbanne (bus 27, 37, 38, arrêt Antonins).

Vente de la presse au métro Saxe-Gambetta, le 3^e vendredi du mois de 17 h à 18 h et au marché Croix Rousse, le 4^eme dimanche du mois de 11h15 à 12h15.

MARSEILLE

Vente de la presse les samedis 19 mai et 16 juin de 11h30 à 12h30, allée centrale du marché de la Plaine, face à la rue Rey et à la rue St Michel (13006).

NANTES

Permanence le samedi 23 juin à 18h à la salle de la Fraternité, 3 rue de l'Amiral-Duchaffault (quartier Mellinet).

PARIS

Permanence le samedi 12 mai de 18h à 20h, au 27, avenue de Choisy, M° Porte-de-Choisy.

De plus, le CCI sera présent à la fête de Lutte Ouvrière les 2, 3 et 4 juin.

ROUEN

Vente de la presse le dimanche 6 mai de 11 h à 12 h, au marché le Clos St Marc (La Brocante).

TOULOUSE

Vente de la presse les dimanches 13 mai, 20 mai et 10 juin au marché aux Puces (place St-Sernin) de 11h à 12h30.

TOURS

Permanence le samedi 19 mai à 18h, 9 place de la Tranchée (en haut de l'avenue de la Tranchée).

Dernières souscriptions

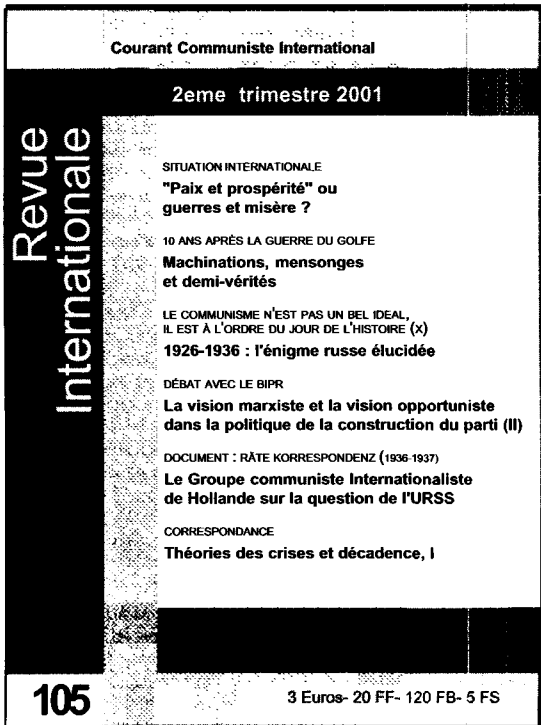
D (Rouen) : 300. JD (Ariège) : 100. C. (rp) : 50. L. (rp) : 20. VL (Paris) : 800. J.(Fresnes) 200.

Paris: Permanence du 24 mars : 30. Permanence du 7 avril : Cl: 100.

Toulouse: Réunion publique du 9 mars : AN: 100; CS: 100; AS: 100

Total : 1900.

Lisez la Revue Internationale ! VIENT DE PARAITRE :



La Revue Internationale est également distribuée par les NMPP, n'hésitez pas à la réclamer dans les commerces de presse.

QUELQUES LIBRAIRIES OÙ L'ON PEUT TROUVER LA PRESSE DU CCI

ANGERS : Contact - rue Lepneveu

BESANCON : Les sandales d'Empédocle - 95, Grande Rue.

BORDEAUX : Le Roi Lire - rue S^{te}-Catherine.

BREST : Maison de la Presse - 64, rue Jean-Jaurès.

CLERMONT-FD : Le Papyvore - 3, rue de l'Ente. Maison de la Presse - place de Jaude.

DIEPPE : Maison de la Presse - 102, Grande-Rue.

DUNKERQUE : Maison de la Presse - 34, rue Poincaré.

GRENOBLE : Le Sphinx - 6.pl. St André. L'Encre sympathique - 6, rue Saint-Laurent. Tabac-Journaux, passage du Jardin de Ville.

LAVAL : Point presse Centre C^{ai} La Mayenne.

LE HAVRE : Presse des Halles - 27, place des Halles-Centrales.

LILLE : Galerie- 57, rue de Béthune. Le Comte de Monte-Cristo - C.commercial V2 Villeneuve-d'Ascq.

LYON : La Gryphe - 5, rue Sébastien-Gryphe (7^e). La Proue -15, rue Childebert (2^e). A plus d'un titre - 8 rue Platières (1^{er}).

MARSEILLE : Odeur du Temps - 35, rue Pavillon (1^{er}).

MARTIGUES : Librairie Bellevue - 5, Bd Degut.

MELUN : La Porte Ouverte -19, rue du G^{al}-de-Gaulle.

MONTAUBAN : Librairie de Paris - rue de la République.

MONTPELLIER : Librairie Sauramps-Le Triangle - Allée J- Milhaud.

NANTES : Vent d'Ouest - 5, pl. du Bon-Pasteur. Maison de la Presse, Cours des 50 otages, 2 pl. de l'Ecluse.

NICE : Le Temps de Vivre - 50, bd de la Madeleine.

PARIS : L'Herbe Rouge - 1 bis, rue

d'Alésia (14^e). La Brèche - 27, rue Taine (12^e). Le Point du jour - 58, rue Gay-Lussac (5^e). Page 189 - 189, fbg St Antoine (11^e).

SAINT-ETIENNE : Librairie de Paris - rue Michel-Rondet.

SAINT-NAZAIRE : Le Temps de Vivre - 71, rue Jean-Jaurès. Voix au Chapitre - 67, rue Jean-Jaurès.

TOULON : Hall de Presse - bd M^{al}-Leclerc.

TOULOUSE : Tabac-Journaux - 8, rue du Poids-de-l'huile. FNAC- 81, bd Carnot. Les Arcades - pl. du Capitole.

TOURS : Librairie - 104, rue Colbert.

DISTRIBUÉ PAR LES N.M.P.P.

Imprimerie "Autographe" - 10 bis, rue Bisson 75020. Directeur de la publication : D. Van Celst. No de Commission paritaire : 54267

La vraie catastrophe sociale, c'est le capitalisme

Ces dernières semaines, l'actualité en France a été marquée par une accumulation de "faits divers" illustrant le degré de décomposition du capitalisme et surtout l'incapacité de la classe dominante à contrôler et maîtriser les dérèglements meurtriers de son système. Les pluies diluviennes qui ont provoqué des inondations dans la vallée de la Somme ont constitué un véritable désastre pour la population de la commune d'Abbeville. La pollution catastrophique des nappes phréatiques résultant de l'élevage intensif en Bretagne a donné lieu à une mise en accusation des négligences de l'Etat. L'annonce de la fermeture d'ici 2002 des installations nucléaires de Cadarache dans la vallée du Rhône parce qu'elles ne répondent plus aux normes sismiques de la région révèle le risque d'un deuxième Tchernobyl en plein coeur de

Les conséquences sociales désastreuses des inondations dans la vallée de la Somme ont fait la une des médias depuis plusieurs semaines. Six communes inondées, plus de 800 habitants évacués, plus de 2 000 maisons ravagées, plus de 400 personnes mises au chômage technique. Tel est le bilan de cette catastrophe humaine qui a contraint l'Etat et les autorités sanitaires et sociales de la région à organiser une cellule d'urgence de soutien médico-psychologique aux sinistrés. *"Depuis le dimanche 8 avril, une quinzaine d'infirmiers psychiatriques sillonnent les rues inondées d'Abbeville pour endiguer le désarroi, éponger l'amertume qui frappent les habitants. Après 3 semaines les jambes dans l'eau, les quelques 700 Abbevillois touchés par les inondations, parmi lesquels 400 ont dû quitter leur maison, se sont révélés épuisés et stressés (...) La plupart des habitants qui ont besoin de réconfort sont à bout de forces. Ceux-là sont en proie aux cauchemars. Ils rêvent qu'ils se noient. Ils ont des crises d'angoisse ou de larmes, certains refusent de boire de l'eau (...) Pour l'instant cette cellule d'urgence (qui manque de moyens avec un seul psychiatre hospitalier pour 26 000 habitants) a réussi à éviter des suicides."* (Le Monde du 14 avril).

Catastrophe naturelle ou catastrophe sociale ?

La petite commune d'Abbeville nous a été présentée comme une ville martyre, victime des forces "indomptables" de la nature, laquelle reprendrait ainsi "ses droits" en se révoltant contre les hommes qui ont cherché à la dominer. Face à un taux de précipitations sans égal depuis deux siècles, les experts de la classe dominante, météorologues et hydrogéologues, viennent aujourd'hui encore nous raconter que le seul coupable, c'est la force imprévisible de la nature contre laquelle l'espèce humaine serait impuissante. 50% des crues proviendraient d'eaux anciennes qui ont

séjourné quelque part avant de resurgir brutalement dans les nappes phréatiques, nous disent les uns. Cette catastrophe serait due à la "nature du sol", disent les autres. Puisque cette région est située dans une couche de calcaire poreux, la pluie n'aurait joué qu'un rôle déclencheur ! Chacun y va de sa thèse sur ce "cas d'école". On y spéculé sur les "crues de nappes" résultant du sous-sol crayeux et les "crues de ruissellement" dont les terrains imperméables comme le granit seraient les principaux responsables. Et le curé du village pourra ainsi faire sa leçon de catéchisme en racontant aux petits enfants d'Abbeville que tout ça, finalement, c'est la faute au bon Dieu qui créa la Terre avec un matériau bas de gamme. Bref, une malfaçon d'origine divine ! Heureusement que Dieu créa aussi le Ciel qui, lui, n'y est pour rien (puisque la pluie n'a joué dans ces inondations qu'un rôle "déclencheur") ! Quant à l'hypothèse évoquée du réchauffement climatique, elle a été allègrement balayée d'un revers de main par les médias bourgeois. Ainsi, les météorologues reconnaissent sans ambiguïté que ces pluies diluviennes (et le fait que depuis 6 mois "il n'y a pas eu de situation anticyclonique stable") ont la même origine que la tempête de décembre 99. Ils sont capables, grâce au progrès technologiques et notamment aux satellites météo, de prévoir l'avenir en affirmant que le réchauffement de la planète "est une réalité" et que ces pluies sont *"le genre d'événements auquel il faut s'attendre dans le siècle à venir"*. Mais les scientifiques les plus sérieux sont contredits par ceux qui prétendent que c'est toujours Dame Nature qui sera responsable des catastrophes à venir : *"Il est trop tôt pour incriminer le réchauffement climatique à partir d'un événement ponctuel. De tels événements font partie de la variabilité naturelle (souligné par nous) du climat en zone tempérée"* (Le Monde du 19/04).

En réalité, si tous ces charlatans et défenseurs de la classe dominante esti-

ment qu'il est "trop tôt pour incriminer le réchauffement climatique", c'est tout simplement pour ne pas incriminer la classe bourgeoise et son système capitaliste décadent, pour masquer sa responsabilité dans les dérèglements climatiques, résultant de la pollution atmosphérique et des gaz à effet de serre. En plus du mépris des vies humaines que révèle la constructions d'habitations sur des zones potentiellement inondables, c'est encore la population et la classe ouvrière qui ont été les principales victimes de la logique économique du capitalisme en crise. La bourgeoisie, son Etat, son gouvernement et ses élus locaux sont tous responsables du manque d'entretien de la Somme. Ainsi, le budget consacré au dragage de la rivière est en baisse depuis 1985. En 15 ans, l'enveloppe budgétaire qui lui est destinée a été divisée par trois !

Plus le capitalisme, basé sur le profit et la rentabilité et non sur les besoins humains, s'enfonce dans sa propre décomposition, moins il est capable de maîtriser les formidables forces technologiques qu'il a développées pour maîtriser la nature. Et si aujourd'hui la nature "reprend ses droits", c'est bien parce que le mode de production bourgeois n'est plus capable de dominer la nature, d'apporter le moindre progrès, la moindre perspective d'avenir à l'humanité.

Face à toutes les balivernes des hommes de sciences de la bourgeoisie, seuls les révolutionnaires marxistes (qui, eux ne croient ni en Dieu, ni en la "fatalité", ni au mythe de la "revanche de la nature sur la culture") sont en mesure d'apporter une explication scientifique et rationnelle permettant de dénoncer le vrai responsable des catastrophes dites "naturelles". Seul le marxisme peut donner une perspective d'avenir à l'humanité face à l'impasse du capitalisme dévoilée par l'impuissance et la perplexité des "experts" de l'Etat bourgeois devant le "caractère atypique de telles inondations".

"A mesure que le capitalisme se développe puis pourrit sur pied, il prostitue de plus en plus cette technique qui pourrait être libératrice à ses besoins d'exploitation, de domination et de pillage impérialiste, au point d'en arriver à lui transmettre sa propre pourriture et à la retourner contre l'espèce (...) C'est dans tous les domaines de la vie quotidienne des phases "pacifiques" qu'il veut bien nous consentir entre deux massacres impérialistes ou deux opérations de répression que le capital, aiguillonné sans trêve par la recherche d'un meilleur taux de profit, entasse, empoisonne, asphyxie, mutile, massacre les individus humains par l'intermédiaire de la technique prostituée (...) Le capitalisme n'est pas innocent non plus des catastrophes dites "naturelles". Sans ignorer l'existence de forces de la nature qui échappent à l'action humaine, le marxisme montre que bien des catastrophes ont été indirectement provoquées ou aggravées par des causes sociales. S'il pleut sans arrêt (ou pas du tout) pendant plusieurs semaines, c'est effectivement aujourd'hui un fait "naturel" ; mais s'il en résulte une inondation (ou une sécheresse), c'est là un fait social (...) Non seulement la civilisation bourgeoise peut provoquer directement ces catastrophes par sa soif de profit et par l'influence prédominante de l'affairisme sur la machine administrative (Cf. le rôle du déboisement dans les inondations ou, comme il n'y a pas si longtemps en France, la construction d'habitations dans des zones d'avalanches ou d'inondations), mais elle se révèle incapable d'organiser une protection efficace dans la mesure où la prévention n'est pas une activité rentable (...) En revanche, on peut être certain que cette civilisation incapable de lutter contre les catastrophes sait parfaitement en tirer de l'or par l'intermédiaire non seulement des juteux "plans de reconstruction", mais des nuées de charognards de l'affairisme qui succèdent au désastre pour prendre leur part de subventions et crédits d'urgence attribués

par l'Etat en fonction de... considérations électorales." (A. Bordiga, "Espèce humaine et croûte terrestre")

Le cynisme crapuleux de la bourgeoisie

La classe bourgeoise qui gère les lois d'un système basé sur le profit, sait également tirer un profit politique des catastrophes "naturelles". Plonger les prolétaires dans la misère, le désarroi, la détresse morale ne lui suffit pas. Pour maintenir sa domination de classe exploiteuse, il lui faut encore se servir des larmes des sinistrés pour coller ses affiches électorales. Ainsi, on a pu voir les partis de droite accuser le gouvernement Jospin et la Mairie de Paris d'avoir déversé les eaux du canal du Nord dans la Somme afin de préserver la capitale et de ne pas mettre en cause sa candidature pour les Jeux Olympiques de 2008. On aurait ainsi voulu éviter aux membres du CIO, alors en visite à Paris, le spectacle d'une ville envahie par les eaux. La mise en avant d'une telle hypothèse (qui n'est pas à écarter, la logique bourgeoise, aussi irrationnelle soit-elle, étant basée sur le profit et non sur les besoins humains) n'a pas d'autre objectif que de défendre ses intérêts de clique. Cette propagande électorale de la droite a été très largement relayée par Chirac qui, le 27 avril, a reçu à l'Elysée les élus de droite de la Somme, lesquels ont salué "l'écoute" du chef de l'Etat face à la "froideur" des mesures décidées par Jospin. A gauche, la contestation de Jospin s'est également fait entendre, notamment par la voix de la vieille garde stalinienne du PCF, hostile à la participation du PCF au gouvernement : *"J'ai constaté que la Somme recevait de l'eau du canal du Nord. Comme tous les Picards, je me pose des questions"* (M. Gremetz).

A droite comme à gauche, tous ces charognards se sont servi avec une hypocrisie sans nom du malheur des sinistrés d'Abbeville pour tirer la couverture

(SUITE PAGE 4)

NOS POSITIONS

* Depuis la Première Guerre mondiale, le capitalisme est un système social en décadence. Il a plongé à deux reprises l'humanité dans un cycle barbare de crise, guerre mondiale, reconstruction, nouvelle crise. Avec les années 80, il est entré dans la phase ultime de cette décadence, celle de sa décomposition. Il n'y a qu'une seule alternative devant ce déclin historique irréversible : socialisme ou barbarie, révolution communiste mondiale ou destruction de l'humanité.

* La Commune de Paris de 1871 fut la première tentative du prolétariat pour mener à bien cette révolution, à une époque où les conditions n'étaient pas encore mûres. Avec la situation donnée par l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence, la révolution d'Octobre 1917 en Russie fut le premier pas d'une authentique révolution communiste mondiale dans une vague révolutionnaire internationale qui mit fin à la guerre impérialiste et se prolongea plusieurs années. L'échec de cette vague révolutionnaire, en particulier en Allemagne en 1919-23, condamna la révolution en Russie à l'isolement et à une rapide dégénérescence. Le stalinisme ne fut pas le produit de la révolution russe, mais son fossoyeur.

* Les régimes étatisés qui, sous le nom de « socialistes » ou « communistes », ont vu le jour en URSS, dans les pays de l'est de l'Europe, en Chine, à Cuba, etc., n'ont été que des formes particulièrement brutales d'une tendance universelle au capitalisme d'Etat, propre à la période de décadence.

* Depuis le début du xx^e siècle, toutes les guerres sont des guerres impérialistes, dans la lutte à mort entre Etats, petits ou grands, pour conquérir ou garder une place dans l'arène internationale. Ces guerres n'apportent à l'humanité que la mort et la destruction à une échelle toujours plus vaste. La

classe ouvrière ne peut y répondre que par sa solidarité internationale et la lutte contre la bourgeoisie dans tous les pays.

* Toutes les idéologies nationalistes, d'« indépendance nationale », de « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », quel que soit leur prétexte, ethnique, historique, religieux, etc., sont un véritable poison pour les ouvriers. En visant à leur faire prendre parti pour une fraction ou une autre de la bourgeoisie, elles les mènent à se dresser les uns contre les autres et à s'entre-massacrer derrière les ambitions et les guerres de leurs exploités.

* Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections sont une mascarade. Tout appel à participer au cirque parlementaire ne fait que renforcer le mensonge présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités. La « démocratie », forme particulièrement hypocrite de la domination de la bourgeoisie, ne diffère pas, sur le fond, des autres formes de la dictature capitaliste que sont le stalinisme et le fascisme.

* Toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis « ouvriers », « socialistes », « communiste » (les ex-« communistes » aujourd'hui), les organisations gauchistes (trotskistes, maoïstes et ex-maoïstes, anarchistes officiels), constituent la gauche de l'appareil politique du capital. Toutes les tactiques de « front populaire », « front anti-fasciste » ou « front unique », mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d'une fraction de la bourgeoisie, ne servent qu'à contenir et détourner la lutte du prolétariat.

* Avec la décadence du capitalisme, les syndicats se sont partout transformés en organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat. Les formes d'organisation syndicales, « officielles » ou « de base », ne servent qu'à encadrer la classe ouvrière et à saboter ses luttes.

* Pour son combat, la classe ouvrière doit unifier ses luttes, en prenant elle-même en charge leur extension et leur organisation, par les assemblées générales souveraines et les comités de délégués, élus et révocables à tout instant par ces assemblées.

* Le terrorisme n'est en rien un moyen de lutte de la classe ouvrière. Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petite-bourgeoisie, quand il n'est pas directement l'émanation de la guerre que se livrent en permanence les Etats, il constitue toujours un terrain privilégié de manipulation de la bourgeoisie. Prônant l'action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l'action de masse consciente et organisée du prolétariat.

* La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste. La lutte révolutionnaire conduit nécessairement la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. Pour détruire le capitalisme, la classe ouvrière devra renverser tous les Etats et établir la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale : le pouvoir international des conseils ouvriers, regroupant l'ensemble du prolétariat.

* La transformation communiste de la société par les conseils ouvriers ne signifie ni « autogestion », ni « nationalisation » de l'économie. Le communisme nécessite l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes : le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales. Il exige la création d'une communauté mondiale dont toute l'activité est orientée vers la pleine satisfaction des besoins humains.

* L'organisation politique révolutionnaire constitue l'avant-garde du prolétariat, facteur actif du processus de généralisation de la conscience de classe au sein du prolétariat. Son rôle n'est ni d'« organiser la classe ouvrière », ni de « prendre le pouvoir » en son nom, mais de participer activement à l'uni-

fication des luttes, à leur prise en charge par les ouvriers eux-mêmes, et de tracer l'orientation politique révolutionnaire du combat du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE

- La clarification théorique et politique des buts et des moyens de la lutte du prolétariat, des conditions historiques et immédiates de celle-ci.
- L'intervention organisée, unie et centralisée au niveau international, pour contribuer au processus qui mène à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.
- Le regroupement des révolutionnaires en vue de la constitution d'un véritable parti communiste mondial, indispensable au prolétariat pour le renversement de la domination capitaliste et pour sa marche vers la société communiste.

NOTRE FILIATION

Les positions des organisations révolutionnaires et leur activité sont le produit des expériences passées de la classe ouvrière et des leçons qu'en ont tirées tout au long de l'histoire ses organisations politiques. Le CCI se réclame ainsi des apports successifs de la *Ligue des Communistes* de Marx et Engels (1847-52), des trois Internationales (l'*Association Internationale des Travailleurs*, 1864-72, l'*Internationale Socialiste*, 1889-1914, l'*Internationale Communiste*, 1919-28), des fractions de gauche qui se sont dégagées dans les années 1920-30 de la III^e Internationale lors de sa dégénérescence, en particulier les *gauches allemande, hollandaise et italienne*.